

Les Maoistes du Groupe pour la Fondation de l'Union des Communistes
de France Marxist-Leninistes
UCFML

**QUELQUES ÉLÉMENTS SUR NOTRE POLITIQUE
D'USINE DANS LA CONJONCTURE DE CRISE**

Editions Potemkine

La crise, aujourd'hui, tout le monde en reconnaît l'existence. Mais il y a deux manières de l'aborder.

La première est descriptive, on énumère les différentes mesures prises par la bourgeoisie : restructuration, licenciements, remise en cause de ce qui était considéré comme « les acquis » de la classe ouvrière (les 8 heures de travail, la sécurité sociale, la retraite), amplification du système de l'intérim, racisme etc...

On en considère alors les effets catastrophiques sur la classe ouvrière, voir même, reddition au capitalisme. La classe ouvrière disparaît émiettée, pulvérisée sous les coups de l'offensivité du capital.

Mais arrivé là, aussi fines que soient les analyses que l'on avance, il n'y a plus rien à dire, plus rien à faire. Sinon se plaindre sur la faiblesse de la classe ouvrière. On constate. Mais que constate-t-on ? La force de la bourgeoisie. Alors que pourtant on reconnaît qu'il y a crise ?

Qu'est-ce que c'est que ce monstre qui a la capacité de se nourrir de ses propres difficultés, de se renforcer de ses propres faiblesses ?

Il y a de quoi se décourager.

Cette façon de voir n'est pas la nôtre. Nous proposons une autre analyse de la conjoncture de crise.

Premièrement il ne faut pas parler de la crise comme du seul sujet politique oeuvrant de manière pernicieuse, désarmant la classe ouvrière. Il faut voir qu'il y a une politique bourgeoise de la crise, que cette politique vise à mettre en crise la classe ouvrière.

Dire cela c'est déjà ne pas reconnaître à la bourgeoisie le monopole des solutions à la crise, mais c'est aussi dire que c'est sur le seul terrain de la politique qu'il peut y avoir une réponse de la classe ouvrière. D'où la difficulté bien évidemment de la période, d'où également les tâches que nous nous assignons et le type de travail que nous faisons dans les usines.

La conjoncture aujourd'hui est celle de

la politique du temps de la crise.

Cet élément met à nu à la fois la fragilité des processus de la période antérieure, leur fragilité en termes de politique de classe et la nécessité d'une politique de Parti sans laquelle il n'y a aucun principe possible d'analyse et de propositions ni sur la question de où en est la classe ouvrière, ce qu'elle est et ce qu'elle n'est pas, ce qu'elle pourrait être, sur son histoire, son bilan ni sur la question de l'avant-garde.

Seule une telle politique correctement développée, peut-être un point d'appui à l'émergence de situations nouvelles dans lesquelles la possibilité d'apparition d'un mouvement ouvrier serait donnée.

DISPARITION DE LA GAUCHE OUVRIERE ET POLITIQUE DU TEMPS DE CRISE

Un des traits les plus frappants de la conjoncture actuelle par rapport aux années 68-75 est l'inexistence à l'intérieur des usines d'un courant ouvrier spontané se plaçant sur des positions d'autonomie minimale vis à vis du révisionnisme et du syndicalisme.

Jusque dans les années 75 au travers des différents mouvements de masse d'usine, on pouvait constater l'existence de groupes que nous qualifions alors de « gauche ouvrière » en regard de deux points.

* En ce qui concerne les questions de programme et d'enjeux de lutte, ils exprimaient un point de vue de classe, ou étaient à la recherche d'un tel point de vue. Ainsi du mot d'ordre « A travail égal salaire égal » « PIF pour tous » mis en avant lors de grèves de l'atelier des presses de Renault en 1973.

* Du point de vue organisationnel, ils se déclaraient partisans d'une autonomie vis à vis des syndicats, ce qui ne relevait pas nécessairement d'un anti-syndicalisme

constitué mais au moins d'une volonté d'avoir une structure d'organisation qui ne soit pas le syndicat : comité de base, comité d'action, comité de lutte...

L'existence de tels groupes avait des conséquences importantes.

- Premièrement, au travers d'eux semblait se donner la confirmation du caractère révolutionnaire de la classe ouvrière, la confirmation pratique que la classe ouvrière avait une capacité politique. A minima ces groupes incarnaient le principe d'une combativité de la classe ouvrière, de sa capacité de résistance, de sa capacité de se distancier du syndicalisme et du révisionnisme ; en un mot sa capacité d'autonomie.

- Deuxièmement, une grande partie de notre dispositif politique et de directives sur le travail d'usine s'appuyait largement sur cette situation. Elle nous permettait de présenter un dispositif homogène entre des éléments d'une politique au nom du parti, d'une politique au nom de l'existence d'une classe ouvrière et en même temps un dispositif tactique, des enjeux, des cibles, sur le travail d'usine.

LA CONJONCTURE EXIGE UNE POLITIQUE DE PARTI

La conjoncture exige en pratique et pas simplement en théorie que la classe ouvrière assume un rôle dirigeant, elle met à nu la nécessité d'une politique de Parti.

Qu'entendons-nous par là ? En ce qui concerne les usines, une politique d'édification de Noyaux Ouvriers Communistes, où des camarades ouvriers s'emparent de la politique marxiste, travaillent à leur façon, à leur rythme, à la politique de classe et à leur propre extension.

La dynamique réelle des Noyaux est le produit de la fusion de la politique de Parti avec les situations de classe, elle est toujours adossée à notre capacité à interve-

1) LES PHENOMENES DE CONSCIENCE

Les ouvriers pensent. Et il y a une dialectique incontournable entre le subjectif et ce que font ou ne font pas les gens. Ce point est d'autant plus important que la question de la conscience est une question essentielle de la politique dans la conjoncture de la crise.

Prenons un exemple :

Avec la crise et le chômage le racisme

Aujourd'hui cette gauche ouvrière a disparu. Longwy marque à la fois la dernière tentative et l'échec complet auquel est voué ce type de gauche. Les formes de riposte qui se cherchent contre la crise et l'offensive gouvernementale mettent en jeu rien moins que l'identité de la classe ouvrière.

Entre la situation actuelle et la situation antérieure, la question de l'identité de la classe ouvrière était considérée comme acquise dans un principe de positivité minimal qui se donnait au travers de l'existence d'un mouvement ouvrier. La confirmation concrète était l'existence de ces groupes de gauche ouvrière. La situation aujourd'hui sur cette question est complètement ouverte. La question de l'identité de la classe ouvrière en regard de la nouvelle conjoncture qui est la conjoncture de la crise est une question qui nous est posée.

Face à la politique d'atomisation, d'individualisation, de dislocation de l'identité ouvrière menée par la bourgeoisie, rien de ce qui semblait avoir été acquis dans la période de la gauche ouvrière ne résiste ou ne fournit un point d'appui suffisant.

nir de façon positive et significative par des questions internes à l'usine avec des propositions adéquates à une fraction de la subjectivité ouvrière.

Pour ce faire, voir l'importance de ce que nous appelons les directives tactiques.

Ce qui ne doit pas pour autant nous faire négliger les grandes batailles.

Deux points nous semblent particulièrement important aujourd'hui. Ils relèvent d'un élargissement nécessaire de la conception maoïste de la ligne de masse, tout particulièrement en période de crise. Il s'agit de la prise en compte des phénomènes de conscience, d'une part, des comportements ouvriers de l'autre.

augmente dans les usines. Lors de nos interventions après l'attentat de la rue Copernic, les positions anti-racistes qui s'exprimaient étaient compliquées. D'une part le côté inacceptable, intolérable des attentats, des attaques racistes et fascistes était mis en avant. D'autre part, en ce qui concernait les usines, il y avait une sorte de constat de l'extension du racisme dû au chômage, qui

aboutissait à une position d'impuissance contre cette montée du racisme. Le racisme n'était pas considéré comme une question politique d'ensemble mais comme ce, face à quoi, on ne pouvait avoir qu'une position personnelle : avoir une attitude correcte, pour soi-même, vis à vis des ouvriers.

La question que se posaient finalement les camarades ouvriers Français était : qu'en est-il de la question des immigrés au regard du chômage ?

Que répondre à cette question ouvrière ?

Deux types de réponses :

- Une réponse en termes analytiques : « Les ouvriers immigrés occupent une place telle dans la production, qu'ils sont nécessaires à la bourgeoisie. Cette dernière ne peut les remplacer sans un coût très lourd, donc ce n'est pas vrai qu'ils prennent la place des Français ». Ou encore, « ils ne sont pas responsables du chômage des Français parce qu'ils font les plus sales boulot, les boulots que les Français refusent ». Une telle réponse en terme de : c'est vrai, c'est faux ; dans le rapport direct de la question des immigrés à celle du chômage est une réponse non politique, sans principe de force. Elle laisse les choses en l'état, ne permet pas leur transformation. Et aboutit au mieux à des positions personnelles.

- L'autre réponse passe par le repérage de deux logiques politiques. Elle réfère le problème du racisme à la situation de crise. Elle montre, et c'est là le propre de l'ana-

lyse marxiste, que dans une telle situation la politique de la bourgeoisie consiste à renforcer, exacerber la concurrence entre les différents vendeurs potentiels de la force de travail, si possible à transformer des contradictions au sein du peuple, des différences, en antagonismes. Aujourd'hui, cette concurrence, cette division, se jouent de manière fondamentale sur la question des immigrés, mais elle existe aussi sur la question du travail des femmes, dans certaines usines sur la question des jeunes et des anciens.

A ce processus nous en opposons un autre, qui met en oeuvre une certaine idée de la classe ouvrière, idée dont on fait une question de principe et qui nous met dans un rapport de dénonciation politique et pratique de tout ce qui attaque ce principe.

C'est seulement en faisant de la question qui nous était posée une question de classe, en lui donnant une réponse politique, que l'on peut avancer. Faire une réponse sur la place des immigrés dans le procès de production ne constitue pas une ligne de démarcation significative, ne permet pas d'avancer sur l'identité, l'unité de la classe.

C'est cela que nous appelons travailler sur les formes de conscience. Enquêter sur les questions de conjoncture qui sont débattues, questions qui sont politiquement significatives, à propos desquelles nous pouvons organiser des débats, organiser un travail de masse.

II) LES COMPORTEMENTS DE CLASSE

Outre l'enquête sur les phénomènes de conscience, une des particularités de notre manière de pratiquer la politique de parti est précisément référée à des choses à dire, des choses à faire, à des comportements ouvriers de classe qui se pratiquent quotidiennement dans l'usine, face aux chefs, aux sanctions, aux mutations, au travail dangereux. Pratiquer ces comportements, ce que propose par exemple la charte en 16 points des ouvriers de Chalon, constitue chaque fois des batailles de classe. C'est là quelque chose de nouveau à revoir, que pour nous la question de l'édification du parti dans l'usine, c'est à dire des Noyaux, n'est pas principalement référée à la question globale des rapports de force d'ensemble entre ouvriers et capital, mais au fait qu'il y a des ouvriers

révolutionnaires et communistes. Ce qui marque l'existence de ces ouvriers, c'est qu'ils ont des comportements, qui affirment ce qu'ils sont. Ces pratiques ont des caractéristiques de classe en regard de chacune des questions posées : le rapport aux chefs, aux cadences, au travail dangereux, aux intérimaires, aux femmes, etc...

Il est important de bien comprendre cet esprit de la charte, qui est aussi une leçon de matérialisme militant. C'est être capable de se fixer des tâches et des objectifs atteignables, et en même temps, montrer que le processus du parti est engagé ; que dans l'état actuel des choses, un comportement ouvrier de classe est possible (cf. tract en annexe).

CONCLUSION

Aujourd'hui, dans cette période difficile où il s'agit d'opposer à une politique visant à mettre le peuple en crise, une politique de classe, apparaissent à travers les Noyaux, des camarades ouvriers dans leur authentique capacité de mener une telle po-

litique.

Cette brochure montre sur quelques points comment se pratique, se développe et s'enrichit la politique des Noyaux dans les usines.

SOMMAIRE

- L'INTÉRIM ET LE TRAVAIL COMMUNISTE CHEZ LES INTÉRI-MAIRES.
- LA POLITIQUE DU PCF DANS LES USINES AUJOURD'HUI.
- LA CFDT AUJOURD'HUI.
- POLITIQUE ET PARTI A L'USINE AUJOURD'HUI.

LE TRAVAIL INTERIMAIRE ET HORS - STATUT

La crise c'est la réussite pour la bourgeoisie d'une restructuration du capital : concentrations, faillites, déplacements d'usines... Mais aussi celle du travail. On assiste à l'heure actuelle à des modifications importantes du travail, de son organisation, du système d'embauche... Elles ont pour résultat de recomposer la classe ouvrière en introduisant de nouvelles lignes de partage en son sein ; entre un noyau stable et une «périphérie» de plus en plus nombreuse, au statut précaire.

L'objectif pour les capitalistes, outre la division, c'est la reconquête d'une plus grande mobilité des ouvriers. Mobilité entre les régions, entre les secteurs, mobilité aussi entre le travail et le chômage, le chômage et le travail.

L'intérim est une forme parmi d'autres de cette mobilité, on peut au moins en citer cinq autres :

* **Le travail à temps partiel (moins de 30 heures par semaine).** Ils sont un million de salariés concernés, pour 90% des femmes, et peu encore dans l'industrie. L'Etat pense le rendre plus souple, du point de vue des lois, pour l'étendre encore plus.

* **Le travail sous contract à durée déterminée.**

En rapide augmentation, il concerne 1,4% des salariés des établissements de plus de 10 travailleurs. Presque 1 personne sur 4 qui s'inscrit à l'A N P E, le fait à la suite d'un tel contract.

La loi du 3 janvier 1972 les régit. D'une durée supérieure à 4 mois, inférieure à un an, ils peuvent être aussi conclus pour une tâche dont la durée est théoriquement connue (travailleurs fixes absents, surcroît de travail...) En fait, c'est laisser au patron la possibilité d'apprécier lui-même la durée des contrats.

De plus, le salarié peut-être licencié avant la fin de son contrat, puisque la loi prévoit un préavis en cas de résiliation !

Avec la crise, beaucoup d'entreprises ont stoppé officiellement l'embauche (Peugeot, Renault) et ont recours à ce type de contrats, pour des milliers d'ouvriers. Bien entendu, ceux-ci ne touchent ni primes d'ancienneté, ni indemnités de licenciement.

* **Les non titulaires de la fonction publique :**

Ce secteur étatique semble avoir été le banc d'essai d'une politique de l'emploi, largement utilisée aujourd'hui. 20 à 30 % des agents de l'Etat sont non titulaires. Excellente vérification du principe selon lequel la

précarité du travail se développe d'abord dans les branches où l'emploi est le plus fortement protégé.

* **Les bénéficiaires des pactes pour l'emploi.**

3 pactes ont déjà été passés (77, 78, 79). Ils sont destinés à absorber la masse des jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail et certaines catégories de femmes (femmes seules ou désirant reprendre un emploi après une interruption) 215000 personnes ont été concernées par le 1er pacte, 71000 par le second. Forme de précarité au travail puisque seulement 60 % des stagiaires ont été embauchés à la fin du premier pacte et cela dans des conditions très mauvaises.

* **Le travail en sous-traitance :**

Les entreprises sous-traitantes effectuent un travail spécialisé pour le compte d'une entreprise donneuse d'ordres. Le travail peut avoir lieu à l'extérieur ou à l'intérieur de cette entreprise.

Dans ce dernier cas, on trouve dans une même entreprise des ouvriers qui, tout en étant commandés par le même patron ne relèvent pas du même statut juridique.

Cette tendance est très développée dans certaines branches (sidérurgie, pétrochimie, chimie...) et pour des entreprises importantes. Il s'agit de réserver à un noyau limité d'ouvriers le travail spécifiquement productif, qualifié, avec de plus hauts salaires et des avantages sociaux, et de reporter en sous-traitance, les travaux pénibles, rebutants, déqualifiés, annexes à la production.

C'est notamment le cas de l'entretien (travail énorme et pénible dans le cas des installations sidérurgiques et pétrochimiques), du nettoyage, du gardiennage, des transports... On voit quels avantages sont tirés de l'utilisation d'ouvriers dont le tra-

vail est loué par une boîte sous-traitante : salaires inférieures, primes et avantages divers nuls, possibilité de les renvoyer sans licenciements.

Parfois le système se perfectionne : on a l'entreprise donneuse d'ordres, la boîte sous-traitante et une agence de travail temporaire. La première fait appel à la seconde qui, elle-même, fait appel à la troisième.

POURQUOI LES CAPITALISTES ONT-ILS BESOIN DES TRAVAILLEURS INTERIMAIRES ?

L'intérim n'est plus comme dans les années 50 un phénomène marginal, on estimait à un million le nombre des personnes ayant transité par l'intérim en 78.

4 caractéristiques de l'intérim pour fixer les idées :

- L'industrie en est la première consommatrice : 2 contrats sur 3.

1) UNE RAISON GENERALE : LA MOBILITE DU CAPITAL

Le capital est sans cesse en mouvement que ce soit en période de prospérité ou de crise. Des usines ferment, d'autres s'ouvrent, d'autres se déplacent, l'organisation du travail change...

Le capital doit donc s'assurer non seulement de pouvoir adapter le nombre d'ouvriers aux variations de la production mais aussi d'avoir à sa disposition une force de travail suffisamment mobile.

Or, dans la période de prospérité de la société impérialiste, marquée par la redistribution de surprofits à travers le cadre syndical, la classe ouvrière, tout au moins certaines fractions, perd de sa mobilité. Ce qui rend son emploi par les capitalistes plus rigide : salaire minimum garanti, développement d'un salaire indirect sous forme de prestations sociales, Développement d'un droit du travail « collectivisant » les formes du contrat individuel : durée du travail, conditions de licenciements...

En échange de l'acceptation par la classe ouvrière du consensus parlementaire, au moyen du syndicalisme, la bourgeoisie intègre certaines revendications ouvrières. Tendance développée depuis ce siècle, accélérée depuis 68.

Mais cette politique n'est pas sans limites ni revers.

Moyen de contourner l'obligation théorique de contrôle par l'inspection du travail des motifs de recours au travail intérimaire, en se servant de la boîte de sous-traitance comme écran.

Il est bien entendu impossible d'évaluer le nombre d'ouvriers employés dans le cadre de la sous-traitance.

- Dans l'industrie, 4 emplois intérimaires sur 5 sont tenus par des ouvriers.

- Deux ouvriers intérimaires sur 3 sont des ouvriers non qualifiés.

- Enfin, les motifs d'absentéisme ou de variations saisonnières de la production, vieilles justifications patronales, ne sont plus les causes principales du recours à l'intérim.

Le coût en salaire augmente et la mobilité ouvrière diminue (il devient coûteux d'embaucher et de licencier). Ceci entre en contradiction avec le fait que, soumis à la concurrence, le capital est toujours en situation de restructuration, même en période de prospérité. C'est pourquoi l'intérim touche d'abord les grandes entreprises en expansion.

Pour abaisser le coût de la force de travail, recréer sa mobilité, la bourgeoisie doit reconstituer des catégories d'ouvriers, hors du champ d'application des conventions collectives et, pente naturelle, hors de celui du syndicalisme.

L'immigration ne peut complètement en tenir lieu, en raison du combat du prolétariat immigré qui a réduit les avantages en salaires et mobilité que pouvaient en tirer les capitalistes.

C'est pourquoi les différentes formes du travail temporaire vont se développer dès le milieu des années 60.

Dans tout cela, une manœuvre politique évidente : s'opposer au processus d'unification de la classe qui résulte des révoltes des jeunes OS, des immigrés, des femmes, et qui tend à réduire ses différences internes.

Contre cela de nouvelles fractures politiques se dessinent : faire intérioriser par une fraction privilégiée de la classe la désa-

II) AVEC LA CRISE : L'INTERIM S'ACCENTUE

A cela plusieurs raisons :

* L'intérim permet d'adapter le travail aux à-coups brutaux de la production.

C'est particulièrement vrai des boîtes qui travaillent à coups de contrats soit d'exportation soit pour les marchés publics, sans qu'elles soient assurées de pouvoir stabiliser ces marchés. Ce qui explique que les industries de biens d'équipement (construction mécanique, électrique, électronique, l'aéronautique et l'armement) soient les plus grosses consommatrices d'intérim.

L'instabilité du travail est reportée sur les intérimaires, ce qui permet de protéger relativement la main d'oeuvre « maison » généralement syndicalisée.

* L'intérim est un instrument prévisionnel de la restructuration des boîtes.

L'intérim fait partie des tactiques de licenciement. Quand une boîte a un personnel jugé trop nombreux en regard des normes de concurrence et prévision de production, elle arrête l'embauche et recrute des intérimaires. La croissance de la production est alors réalisée par du personnel au statut précaire. Si le marché se restreint, elle met les intérimaires à la porte.

Autres cas : une entreprise peut licencier par divers moyens (notamment des primes de départ) au delà de ce qu'exige la variation de production. Elle réembauche ensuite en intérim et de préférence ceux qui ont été licenciés et connaissent le boulot. Cela a été le cas dans la sidérurgie à Longwy.

LES SYNDICATS ET L'INTERIM

1) LEUR ATTITUDE THÉORIQUE

(Cf : Leurs réponses aux questions de Cousté dans le rapport Cousté sur l'intérim).

On sort les grands principes : non à ces marchands d'hommes que sont les établissements de travail temporaire...

En général ils ne reconnaissent l'intérim que pour des cas limites (absence pour

bilisation de l'autre fraction. Les nouveaux rapports syndicats-patrons s'y emploient.

Même objectif : limiter le personnel permanent au maximum.

* L'intérim abaisse le coût salarial :

Les intérimaires sont en général payés à 30 % de moins qu'un embauché pour le même travail (1 intérimaire sur 3 touche le SMIC). Si on ajoute à cette différence de coût horaire, le non-paiement des primes diverses et indemnités de licenciement, l'opération est avantageuse malgré la commission versée à l'agence de travail temporaire :

* L'intérim permet de sélectionner les embauchés.

Il permet une vaste revue patronale des effectifs. L'embauche devient une prime à la docilité.

* L'intérim se développe aussi parce qu'il est alimenté par le chômage.

Avec la crise l'intérim devient une des seules portes de sortie du chômage permanent. Ce qu'accélère la suppression des indemnités de chômage au bout d'un an.

Le chômage devient une machine à transformer une partie des ouvriers fixes en intérimaires. Une fois devenus intérimaires, ces ouvriers sont prisonniers du cycle intérim-chômage-intérim... Ce qui correspond à la politique de la bourgeoisie actuelle : assurer une rotation plus rapide entre chômage et travail, travail et chômage, destabiliser une fraction suffisante des ouvriers pour les rendre prêts à se réemployer aux lieux et pour le temps dictés par les commandes aléatoires de l'impérialisme Français.

maladie, accident du travail pour la CGT). Auquel cas ces besoins limités devraient être pris en charge par l'ANPE.

Les syndicats sont en effet contre la relation triangulaire patrons établissements de travail temporaire-intérimaires au nom du monopole étatique de placement de la main d'oeuvre.

La divergence entre eux (CGT/CFDT-FO) porte sur le fait de passer une convention collective avec le patronat de l'intérim.

La CGT y est favorable parce que tout en étant contre l'intérim, « il faut quand même se soucier du sort immédiat... » (sic), l'égalité de salaire, la reconnaissance des avantages conventionnels et les droits syndicaux.

La CFDT refuse le principe même d'une convention. Ce serait reconnaître l'intérim. Elle en préconise la suppression. Position théorique qui n'a en soit rien de révolutionnaire, puisque la plus grande partie des syndicats européens, (dont le grand syndicat allemand DGB) refuse de passer des conventions collectives dans l'intérim.

Les syndicats ne peuvent reconnaître l'intérim car ils savent que c'est un secteur où le syndicalisme est très difficile. Ils le vivent comme une attaque contre la syndicalisation approfondie.

Cependant la tactique de la CGT montre qu'elle recherche une négociation où contre la reconnaissance du fait intérimaire soient assurées des modalités de représentation syndicale, c'est un mode de contrôle du syndicat sur l'intérim. 2ème élément de sa tactique : centraliser l'intérim en le faisant passer sous la coupe de l'ANPE (mais cela était lié au Programme Commun).

Le rapport Cousté écarte cette nationalisation de l'intérim et prône au contraire la suppression du monopole étatique de placement. Il préconise la constitution d'agences publiques du travail temporaire venant en concurrence des agences privées et visant notamment les jeunes selon le système

II) POSITION PRATIQUE

Elle est nulle. Pour une simple raison : c'est que le syndicalisme est bâti sur la mentalité de « défendre son beefsteak » y compris contre ceux qui sont l'image inversée de la sécurité du beefsteak : les intérimaires.

L'existence des intérimaires, c'est la révélation d'un privilège à défendre : une relative sécurité d'emploi. A la limite, défendre les intérimaires, c'est compte tenu du chômage, menacer son emploi.

Il y a contradiction entre l'exigence théorique de suppression du travail tempo-

suivant :

Le jeune passerait un contrat avec cette agence d'une durée d'1 ou 2 ans et serait rémunéré mensuellement. Il devrait s'engager à travailler un nombre d'heures minimum par an (300 à 400 h de moins qu'un permanent) et « gérerait son temps de travail » comme il le souhaite.

Les propositions ont peu de chances d'être retenues : en effet le travail temporaire n'a d'intérêt que s'il instaure une grande mobilité et un faible coût salarial. Tout ce qui limite cela est contraire à la logique du travail temporaire (ainsi en Allemagne, le travailleur intérimaire a un contrat de durée indéterminée avec l'établissement de travail temporaire : il reçoit donc une rémunération permanente et bénéficie complètement des assurances sociales. Le travailleur intérimaire coûte donc beaucoup plus cher qu'en France.

Résultat : Il n'y a en 1977 que 21000 intérimaires en Allemagne dont 1/3 sont envoyés par des agences françaises de travail intérimaire. Le travailleur intérimaire français revient moins cher !

Le rapport Cousté, par contre, était le premier point de la CGT : il propose que soit organisé un mode de représentation du personnel au niveau de la « collectivité de travail » (définie par qui est sous l'autorité pratique et non seulement juridique d'un patron). Donc un mode d'inclusion des travailleurs intérimaires dans le syndicalisme de l'entreprise utilisatrice. Visiblement, le rapport tente de faire accepter l'institutionnalisation du travail intérimaire contre des promesses de ce genre.

raire et le niveau de conscience syndicaliste, la préservation de l'intérêt individuel qui commande de ne pas se battre contre l'intérim. On le voit dans toutes les situations où des intérimaires sont vidés : c'est comme un ballon qui lâche du lest pour ne pas taper contre la colline du chômage. L'intérim apparaît comme une défense contre le chômage tout comme le refoulement des immigrés et le renvoi au foyer des femmes.

Cela montre l'aptitude totale du syndicalisme à forger la moindre conscience de classe.

COMMENT ABORDONS - NOUS CETTE QUESTION DANS LES USINES ?

UN EXEMPLE RENAULT - BILLANCOURT

Il s'agit d'un rapport sur un premier bilan du travail mené à Renault-Billancourt sur l'intérim et les intérimaires. Tout d'abord, quelques éléments sur l'usine :

*C'est une usine où l'intérim a été introduit massivement dès 1977. Cela pour adapter la production automobile aux aléas de la crise. Depuis cette date les ouvriers intérimaires représentent une fraction significative des ouvriers de l'usine (jusqu'à la moitié des ouvriers dans certains ateliers). Nous parlons d'O.S., des O.S. immigrés. C'est auprès d'eux que nous intervenons. L'importance des transformations, dans la composition même, des ouvriers de cette usine, fait comprendre que l'intérim y soit une question politique.

CRITIQUE DU MOT D'ORDRE : «EMBAUCHE DES INTERIMAIRES»

* C'est un mot d'ordre que nous avons au début du travail sur Renault. C'est un mot d'ordre toujours en usage dans l'organisation, on le trouve d'ailleurs dans la charte en 16 points.

C'est un mot d'ordre que l'on adossait à la question du droit au travail en faisant l'hypothèse que l'intérim se jouait dans les usines comme question charnière entre celle du chômage et celle des licenciements.

C'est en réalité un mot d'ordre qui porte sur l'intérim et non sur les intérimaires. L'intérimaire est un nouveau statut ouvrier, introduit dans l'usine impérialiste par la nécessité de la restructuration et de la crise. Mettre simplement en avant l'embauche des intérimaires ne prend pas en compte qu'il s'agit d'un nouveau statut ouvrier et laisse entendre qu'on pourrait revenir à la période antérieure.

Ce mot d'ordre fonctionne actuellement comme l'idée d'un retour en arrière, à une période où il y avait seulement des ouvriers fixes.

A notre avis, c'est un mot d'ordre formel, dont le contenu est de vouloir un retour des usines à l'état d'avant la crise, sans intérimaires.

*Un autre élément, est la grande force de l'esprit maison à Renault qui vient :

- d'une part de ce que c'est une usine nationalisée, dirigée par une négociation permanente entre syndicats et direction (sur le «statut de Renault» : salaires plus élevés que dans d'autres branches, système de promotion interne...).

- d'autre part, du rapport des ouvriers à leur propre histoire, qui est de se considérer comme les meilleurs «luteurs» de la classe ouvrière (Cf «A Renault on ne se laisse pas faire», «Quand Renault éternue; la France s'enrhume...»). Cela vient en partie des grèves et luttes d'atelier de 68 à 76. «Etre de bons luteurs» n'a plus de réalité ni ici ni ailleurs, mais cela a toujours des effets dans la conscience et le comportement des ouvriers de Renault.

Ce mot d'ordre formel ne prend pas position sur la question de l'unité entre fixes et intérimaires dans la réalité quotidienne de l'usine. Aujourd'hui ce qui est en jeu, ce n'est pas la fin de l'intérim (c'est une nouvelle forme du salariat capitaliste) mais d'abord les formes de l'unité de classe entre les ouvriers stables et les ouvriers précaires.

* Il est intéressant de voir qui défend ce mot d'ordre aujourd'hui dans l'usine.

- Ce sont d'une part les syndicats CGT et CFDT qui le mentionnent dans toutes leurs listes revendicatives.

Dans la pratique ils sont un peu plus actifs aujourd'hui sur la question. Ils tentent d'obtenir l'embauche de quelques ouvriers en les pressant de faire les démarches d'embauche avec eux.

C'est un des rares domaines où aujourd'hui à peu de frais, ils peuvent «obtenir quelque chose». D'autre part ces «succès» ils les utilisent pour accentuer la division entre garantis et intérimaires, en la faisant porter sur la différence entre l'ouvrier sérieux et l'ouvrier marginal. En définitive ils accréditent l'idée que n'est intérimaire que celui qui le veut bien.

- D'autre part, ce sont les ouvriers fixes

qui défendent l'embauche : au nom de ce qu'il est injuste que des ouvriers n'aient pas le même salaire qu'eux. Mais en se tenant à cette question de principe, ils évacuent le problème que pose l'introduction de l'intérim dans l'usine et celui non moins fondamental de leur rapport aux intérimaires, réalité incontournable de l'usine aujourd'hui.

Ils se disent que si les intérimaires devenaient fixes comme eux, ils pourraient retrouver la situation d'avant 77 dans l'usine, où ils avaient réussi à une unité relative entre O.S.

Ils ont l'idée que s'ils ne sont pas parvenus à rompre la division entre O.S. et O.P. au moins ils avaient obtenu un « statut quo » entre O.S. qui permettait de mener des luttes dans les ateliers, et d'imposer ce qu'ils voulaient. Les intérimaires sont venus gêner, ce sont des « briseurs de luttes ».

Notre avis aujourd'hui est que l'intérim est une situation à l'intérieur des usines produisant de nouveaux ouvriers : l'aspect principal, c'est l'existence de ces nouveaux ouvriers. Par rapport à cela, nous pensons que la bonne méthode c'est d'essayer de partir des gens qui supportent cette situation, de partir des intérimaires et non de l'intérim

CE QUE NOUS AVONS APPRIS SUR LES INTERIMAIRES

* Tout d'abord, il faut remarquer que les intérimaires eux-mêmes, dans la situation de Renault, ne réclament pas l'embauche. Ils y souscriraient éventuellement comme solution individuelle, mais ce n'est pas un mot d'ordre pour eux.

* Un deuxième point de méthode pour nous, dans notre travail, a été de partir d'une approche positive de ce que sont les intérimaires. C'est à dire autre chose que : « pas des fixes ».

Le fond des choses pour les intérimaires c'est d'être considérés par les ouvriers comme des ouvriers. Car ce n'est pas le cas.

* C'est une chose que nous avons éclaircie au cours d'une grève, dans l'atelier des presses, le 12-50. Cette grève : la direction, dans sa politique de reprise en main de l'usine, avait décidé de faire respecter les horaires officiels de sortie (avant, les ouvriers qui avaient réussi à boucler les cadences sur une presse sortaient avant l'heure - une demi-heure environ).

en soi.

C'est de ce point de vue que le mot d'ordre « embauche des intérimaires » n'est pas adapté.

Il est significatif que l'on soit tombé sur cette question de l'intérim lors d'une intervention sur le bilan des années antérieures à Renault, et le manque de force de classe des ouvriers. Précisément cela s'est donné dans l'enquête par un ouvrier qui nous a exposé que depuis qu'il y avait eu l'introduction de l'intérim, les ouvriers n'étaient plus rien, et que la solution était de faire sauter les boîtes d'intérim.

A quoi nous avons répondu par pan-neaux que c'étaient là de vieilles positions des ouvriers de Renault de faire l'économie d'une politique d'unité dans les ateliers.

- Des ouvriers y ont répondu en disant qu'une « bonne entente » régnait entre les fixes et les intérimaires dans les ateliers.

De toute évidence ce n'était pas le cas et nous l'avons dit.

- Là-dessus, les intérimaires sont venus nous voir et nous raconter leur révolte contre la situation qui leur était faite dans l'usine.

Les ouvriers fixes de l'atelier décident de boycotter et continuent à sortir plus tôt, rejoints par 4 ou 5 intérimaires. Le lendemain les intérimaires sont vidés. La quasi totalité des intérimaires (un tiers de l'atelier à peu près) décide la grève pour leur réintégration.

Après un temps d'hésitation, les fixes suivent le mouvement, la réintégration est gagnée.

Mais dans les jours qui suivent, les fixes continuent seuls leur boycott des horaires, tandis que les intérimaires, à qui les chefs ont signifié de se tenir tranquilles sous peines d'être vidés, abandonnent.

Pire, les intérimaires sont séparés d'avec les fixes et regroupés dans une partie de l'atelier.

Les intérimaires sont écoeurés. Ils ont une forte rancœur et la conviction que les fixes se sont servis d'eux.

Au début, nous, nous avons suivi le récit et la compréhension de la grève par les

intérimaires. Ils avaient été très frappés par l'engagement des intérimaires eux-mêmes. C'était la première fois à leur connaissance et à la nôtre que les intérimaires tentaient une grève à Renault.

Et nous, nous avons failli écrire un tract sur la solidarité, en critiquant, au passage seulement, le fait que les fixes n'avaient pas été très bien avec les intérimaires.

Mais en reprenant le début de la grève et ses séquences, il nous est apparu que le problème de ce mouvement, c'est que les fixes ne considéraient pas les intérimaires comme des ouvriers. Au contraire.

Dans une affaire de résistance ouvrière, ici aux horaires, ils n'avaient pas intégré les intérimaires comme ouvriers de l'atelier.

Ils avaient en fait intériorisé l'intérim, à savoir que pour eux, une fraction des ouvriers devait payer la crise pour que l'autre partie ait la paix. En fait, ils font fonctionner l'intérim, eux les fixes.

Ce qui amène la droite des fixes à se comporter comme des crapules. Ceci se retrouve dans d'autres éléments d'enquête :

- comme le fait que les fixes obligent les intérimaires nouveaux venus à faire une partie de leur poste. Ex : un intérimaire qui devait courir d'une chaîne à l'autre : « c'est France - Afrique toute la journée » disait-il.

- ou encore, alors qu'il n'est pas encore dit qu'il est interdit de se parler entre fixes et intérimaires, des fixes dénoncent aux chefs des intérimaires qui essayent de nouer des contacts avec eux.

C'est une véritable oppression des intérimaires par les fixes au relai des chefs.

Pour résumer, à partir de là ce que nous avons appris sur les intérimaires

-1- Tout d'abord, beaucoup ne sont pas

NOS AXES DE TRAVAIL

Poursuivre le travail sur les intérimaires avec les camarades issus de la grève du 12-50 Avec eux nous travaillerons deux points :

- L'unité entre les intérimaires eux-mêmes

- Le lien entre fixes et intérimaires.

-1- Il s'agit de trouver des principes de conduite des intérimaires eux-mêmes sur le thème : « Être des ouvriers debout ! »

du tout des gens brisés par l'intérim, mais au contraire, certains ont une grande radicalité et ils trouvent dans le fait d'être intérimaires une grande identité d'ouvriers. Ils se voient comme des ouvriers plus « libres », détachés de l'esprit maison ».

Il est frappant de voir aussi leur rapport au syndicat qui est considéré comme une institution de l'usine. On va voir le délégué sur le même mode que le chef : on s'en sert pour porter des papiers, les faire signer...

-2- Beaucoup sont différents des jeunes, qui sont écoeurés de l'usine et la quittent.

Ces intérimaires même lorsqu'ils sont embauchés quelques temps ailleurs, gardent l'attache de l'usine et de l'identité d'ouvrier. C'est différent de la marginalité ou de la fuite de l'usine.

-3- Ils vivent le fait d'être intérimaires comme un point de force parce que comme une question politique ouvrière d'aujourd'hui. Et ils ont le souci de principes d'unité et de comportement des intérimaires eux-mêmes, pour défendre cette identité :

- résister aux chefs, se faire respecter par les fixes et les chefs.

- et des idées, comme des manifestations d'intérimaires pour défendre l'identité d'intérimaires.

L'intérim est pour eux un révélateur de positions de classe et ils ont la volonté d'une unité avec les fixes, d'une « éducation, ou « éducation » des fixes.

Les éléments d'enquête sur les intérimaires confirment l'importance du travail de masse et de la politique de parti dans l'approche d'une analyse de classe, de la classe ouvrière. De ne pas partir seulement de l'usine, des modifications du procès de travail ou des statuts, mais bien des phénomènes politiques dans la classe ouvrière, liés à leur base matérielle.

- Il y a des idées comme se prévenir entre intérimaires des cadences, ou du nombre d'opérations d'un poste pour que les nouveaux ne se fassent pas avoir. Se constituer une mémoire de l'usine qui pourrait servir à tous.

- Ceci pour le moment dans la discussion avec les camarades a posé le problème des rapports entre nationalités (entre arabes et

(africains noirs, entre africains).

Nous avons déjà remarqué que l'accueil et l'intégration des nouveaux intérimaires dans les ateliers se faisaient par groupe national, et que c'était un problème pour l'unité dans les ateliers.

-2- La question centrale étant de trouver ce qui doit être fait pour matérialiser que les fixes n'intériorisent pas l'intérim comme principe de comportement qui exclu une partie des ouvriers de la classe ouvrière.

On a là plusieurs points dont des hypothèses d'enquête :

-Contre les pratiques d'oppression. Sur le thème qu'un ouvrier fixe qui opprime un intérimaire est un ouvrier vendu au capitalisme.

Et contre des thèmes de campagnes des révisionnistes qui marchent auprès des fixes pour alimenter leur bonne ou mauvaise conscience qui sont :

- les intérimaires sont des briseurs de grève

-les intérimaires coulent les salaires...

Intervenir là-dessus est dans la logique de ce que veulent les camarades intérimaires quand ils parlent de répliquer à chaque remarque contre les intérimaires (Cf : répliquer à chaque remarque raciste).

- Contre les pratiques de ségrégation : Droit à un vestiaire, à des chaussures de sécurité gratuites, à des vêtements de même couleur... Ceci variant suivant les ateliers.

Car dans certains ateliers, les intérimaires doivent payer les chaussures de sécurité et n'ont pas droit à un vestiaire : les vêtements qui sont de couleur différente de ceux des fixes leur sont jetés sur le sol dans l'atelier et ils doivent se déshabiller et se changer entre les machines.

* Une hypothèse est qu'un axe serait de réfléchir sur les principes de répartition des fixes et des intérimaires sur les postes de travail.

Car les intérimaires sont effectivement souvent mis à des postes clefs pour empêcher les grèves. Comment s'y opposer ? Quel autre principe de répartition avoir ? Peut-être revenir à des idées de rotation des postes, ce qui s'est déjà pratiqué à Renault.

* Les salaires. Il y a là dessus une grande révolte des intérimaires (jours fériés non payés, pas droit aux primes...). Cette question du salaire existe, mais comme question distincte de celle de l'embauche. L'idée serait : «Même qualification, même salaire, qu'on soit fixe ou intérimaire».

LE TOURNANT ACTUEL DE LA POLITIQUE REVISIONNISTE DANS LES USINES : LE PCF SUCCEDE A LA CGT, L'ORGANISATION DE LA NOUVELLE BOURGEOISIE SOCIAL-FASCISTE SUCCEDE AU MAINTIEN DE L'ORDRE REVENDICATIF

Nous disons depuis 1969 : Mai 68, mouvement de révolte contre la société impérialiste, pose la question de la constitution de la classe ouvrière en classe politique, en prolétariat.

Mai 68 ouvre aussi la question de la

constitution de la nouvelle bourgeoisie en classe, en classe politique. Que le PCF soit idéologiquement le parti de cette nouvelle bourgeoisie, que son projet soit le capitalisme d'état, c'était chose visible dans ses déclarations, dans ses tracts, depuis 68.

LE PROGRAMME COMMUN EST UN PROGRAMME POUR LE CAPITALISME BUREAUCRATIQUE D'ETAT

C'est le capitalisme plus la «démocratie», c'est à dire la transmission de tous les pouvoirs aux administrations, mairies et syndicats. Au cours de la grève des usines Chausson en 1975, nous avions écrit un texte analysant les tracts diffusés à l'usine par la CGT et le PCF : cette analyse des tracts suffisait à caractériser le PCF comme parti de la nouvelle bourgeoisie, voulant utiliser à son profit les révoltes ouvrières et populaires. Mais ces déclarations ne constituaient pas une politique à l'usine. En vérité, on peut dire que le PCF n'avait pas durant toutes ces années de politique spécifique et publique dans les usines au nom du projet de capitalisme bureaucratique d'état. Le PCF intervenait d'ailleurs peu à l'usine. Il y avait la CGT qui revendiquait, prenait la direction des grèves, des luttes, et le PCF lui manifestait son «soutien» sous la forme d'un communiqué dans le bulletin municipal, ou d'un maire en écharpe venant faire un tour lors d'une grève.

Le travail social-fasciste propre du PCF et de la CGT était :

- D'une part un travail d'éducation interne de leurs militants (nous nous rappelons ce jeune, tout récemment entré à la CGT, qui nous déclarait au moment de la chute d'Allende : «le problème avec les chiliens, c'est qu'ils n'ont pas été aidés. Ils sont mal placés géographiquement - Aidés comment ? - Aidés comme en Tchécoslovaquie, par exemple. - Et tu penses que nous en France nous serions aidés comme les Tchèques ? - Bien sûr...»). Ou encore, ceux qui nous disaient en pleine campagne sur le programme commun : «on sait bien que les élections, ça ne veut rien dire et qu'entre nous, ça se règlera au fusil».

- D'autre part, l'utilisation de méthodes social-fascistes pour le travail de maintien de l'ordre, de vigilance terroriste contre toute manifestation d'autonomie politique chez les ouvriers.

Mais il n'y avait pas d'unité, à l'usine, entre ce projet et ces pratiques social-fascistes, et la pratique syndicale qui y était dominante - même si nous avions tendance, pour notre part, à en faire une politique unique.

Ainsi par exemple, dans une brochure écrite en 1977 par un Noyau ouvrier de l'UCFML, celui-ci définissait la tâche de «devenir un prolétariat» en premier lieu comme «lutter contre le syndicalisme et l'anarcho-syndicalisme», en deuxième lieu comme «désigner dans les faits la nouvelle bourgeoisie comme l'ennemi politique du peuple, et la combattre politiquement».

Voilà ce qui était dit, sous la première rubrique, du rapport entre syndicalisme et nouvelle bourgeoisie : «les syndicats organisent ceux qui veulent partager avec les bourgeois, ceux qui veulent des miettes. Pas étonnant qu'ils soient devenus les bastions de la nouvelle bourgeoisie. Avec son projet de capitalisme d'état, le PCF promet plus que des miettes, il promet tout le gâteau, il promet d'être les nouveaux maîtres. La CGT est le lieu de regroupement des nouveaux bourgeois contre le peuple, elle sert au PCF à recruter et à rallier à son projet, et cela, tout à fait ouvertement. Il faut les voir proposer à un ouvrier d'être délégué, « comme ça, on te fera changer de place, tu ne travailleras plus dans la sale-té comme les autres».

Le syndicat, c'est d'une part l'instrument d'une discussion dure entre l'aristocra-

tle ouvrière et le patronat, sur la façon dont sont répartis les profits. C'est d'autre part le moyen pour la nouvelle bourgeoisie du PCF de détourner à son profit les révoltes du peuple. De ce point de vue, le PCF ne craint pas du tout les syndicalistes « purs » de la CFDT et autres...»

A propos du PCF on disait dans cette brochure : « la nouvelle bourgeoisie c'est la classe de ceux qui veulent instaurer un capitalisme d'état à son profit: ceux qui veulent chasser les anciens bourgeois pour mieux défendre l'impérialisme français, mieux exploiter les ouvriers et le peuple, mieux faire régner l'ordre, grâce au fait qu'ils sont eux-mêmes et agissent à l'intérieur du peuple. Son parti est le PCF. Le gros de ses troupes, outre les permanents, fonctionnaires et bureaucrates du parti lui-même, des syndicats, des municipalités, des conseils d'université..., c'est une partie de l'aristocratie ouvrière, en particulier la presse, l'EDF, là où la CGT a le monopole de l'embauche comme chez les dockers ou les imprimeurs.

Sa politique à l'égard du peuple, c'est :
- d'un côté, soutenir et répandre le découragement, la dépolitisation. C'est pour cela qu'ils soutiennent le syndicalisme.

- De l'autre, détourner la révolte du peuple contre l'état des choses, pour l'utiliser à son profit.

- Dans tous les cas, diviser et cloisonner le peuple au maximum : d'un côté les immigrés, de l'autre les français ; là, les ouvriers et les employés, puis les techniciens, ici les femmes, là les jeunes. Et à chacun promettre que le parti PCF apportera tout, que tout passe par le PCF, qu'il n'y a pas d'autre solution.

- Et pour ceux qui ne le croiraient pas, faire peur, empêcher toute expression autonome du peuple, faire régner sa dictature, avec la CGT, avec les agents des municipalités...»

On peut faire plusieurs remarques sur ce texte :

- La nouvelle bourgeoisie est désignée uniquement comme ennemie du peuple, et non dans un rapport spécifique aux ouvriers.

- Sa politique à l'égard du peuple n'est qu'une politique de répression ou de détournement.

- La tâche du « prolétariat organisé » est d'arriver à la désigner comme ennemie.

- On dit du rapport entre nouvelle bourgeoisie et syndicat : les syndicats organisent ceux qui veulent partager avec

les bourgeois, ceux qui veulent des miettes, pas étonnant qu'ils soient devenus des bastions de la nouvelle bourgeoisie. Pas étonnant, certes. Mais il n'empêche que le fait de prendre ce « devenir » comme quantité négligeable, de considérer de manière égale « vouloir partager avec les bourgeois » et « vouloir tout le gâteau » revenait à ne pas considérer que la nouvelle bourgeoisie organisée dans le PCF a elle aussi à devenir une classe politique, qu'il s'agit là d'un processus et d'un projet politique, et que ce processus (dont l'issue est encore incertaine) est contemporain de celui de l'émergence du prolétariat lui-même. On traitait comme rien la question du pouvoir politique, la capacité à diriger l'Etat. Le thème de « détourner » les luttes est à cet égard révélateur, comme concession à la vision anarcho-syndicaliste du monde : ni la révolution ni le coup d'état contre-révolutionnaire ne peuvent se réduire à des luttes détournées.

En vérité le PCF était jusqu'à présent un parti de la mendicité impérialiste, une sécrétion de la société impérialiste, un parti incapable d'avoir une politique complète, d'exercer le pouvoir : parti du maintien de l'ordre impérialiste dans le peuple, pour le compte de la bourgeoisie, en échange d'avantages et de prébendes.

C'est encore le rôle qu'il a joué en 68. Il a réprimé activement le mouvement de masse, et en échange les syndicats ont eu droit aux heures payées par le patron, au droit de collecter et de diffuser la presse syndicale sur les lieux de travail, à l'accréditation de certains délégués auprès des directions.

Aujourd'hui, Marchais vient de déclarer que Mai 68 avait ouvert une nouvelle période en France, celle de la révolution. Marchais nous dit donc que Mai 68 a ouvert la possibilité pour le PCF de la révolution - la possibilité pour le PCF de se transformer en parti politique exerçant le pouvoir d'Etat - et il s'est attelé à cette tâche. Si Marchais fait cette déclaration maintenant, c'est que nous sommes à un tournant dans le processus de transformation du PCF. Vitry, première manifestation raciste revendiquée et proclamée, marque ce tournant : désormais, le projet d'autonomie politique de la nouvelle bourgeoisie est affirmé comme tel.

Pourquoi cette rupture aujourd'hui ?

Il ya la crise, au niveau international, et les chars russes à l'horizon. Marchais fait propagande depuis un an (depuis l'Af-

ghanistan) sur cet aspect des choses, et cite désormais à tout propos « le nouvel ordre mondial » à venir.

Il y a la crise ici, qui met à mal le syndicalisme d'antan. Du coup, la version « engageons nous dans les luttes », après la rupture de l'union de la gauche, ne marche pas. Il faut de toutes façons trouver quelque chose de nouveau, avancer. Il faut aussi donner de quoi faire aux militants.

Deux exemples de cette situation sur les usines :

- Longwy, où le PCF récupère le mouvement, dans la manifestation du 23 Mars 1979, aux grands cris de « adhérez à la CGT ! ». Renforcez l'appareil ! Certes. Mais sur quelle base ? Même s'il s'agit de l'appareil social-fasciste, c'est un mot d'ordre de masse insuffisant. Il va falloir trouver le support idéologique et politique de ce mot d'ordre, qui fait défaut.

- Le discours : « il n'y a pas de crise, c'est la méchanceté de Giscard-Barre et des multinationales » finit par déconsidérer la CGT et le PCF auprès de leur base sociale traditionnelle à l'usine. Il heurte de plein fouet le bon sens qui était justement le bon sens de base des syndicalistes, pendant les années plus prospères : à savoir que la bourgeoisie s'occupe des affaires et veille au grain. La campagne du PCF contre les fermetures d'usines sera un échec pour lui.

Il changera de politique d'abord dans les cités et les quartiers, au niveau de la politique du PCF vis à vis du peuple. Les mairies sont en tête. On passe au maintien de l'ordre étatique et à réclamer plus de sous pour la mairie, assortis du « discours » social-fasciste contre les immigrés et les pauvres, à l'organisation directe de l'affrontement civil entre le camp du PCF, camp des nantis, des « bons français » de l'ordre moral social-fasciste, contre les immigrés, les pauvres, les femmes seule.

Cette transformation de la politique du PCF et de la CGT est maintenant en train de se dessiner dans les usines. Nous allons essayer de l'étudier en montrant la rupture entre les thèmes de propagande et les mots d'ordre qui avaient cours encore l'été 1980 - thèmes conservateurs et quasi absence des usines, obligeant à un changement - et ce qui pointe aujourd'hui de nouveau, dans le sens de : faire de l'usine un lieu de formation et d'organisation de la nouvelle bourgeoisie, un lieu de la structuration de classe et de parti pour la nouvelle bourgeoisie.

Pourquoi nous faisons ce travail ?

- Premièrement, parce qu'il s'agit d'une transformation de la lutte de classe à l'usine, une lutte de classe nouvelle s'y instaure ; et chacun devra le comprendre et s'y situer. Ainsi par exemple, il faudra savoir que signifie politiquement telle grève, ou telle action, quel intérêt elle sert, et pas seulement si elle est bien ou mal menée, assez dure ou pas assez dure. Ce d'autant plus que PCF et CGT ne manqueront pas d'encourager toujours la vision du monde et la paresse anarcho-syndicaliste : ce que disait là dessus la brochure du Noyau, « le syndicalisme sert les sociaux-fascistes » est toujours vrai. Pour autant qu'ils auront établi leur politique et leur camp, ils pourront à nouveau s'affubler du vieux masque syndical : pour garder la figure de « Monsieur Tout le Monde », moyen pour eux de paralyser l'opposition et la prise de conscience d'éventuels syndicalistes d'autrefois, moyen aussi de leur dictature terroriste dans l'usine.

- Deuxièmement, parce que nous pensons toujours qu'il faut lire et étudier les tracts, les textes du PCF et de la CGT. Nous avions lancé autrefois cette directive « il faut lire les tracts des révisionnistes », pour comprendre ce qu'ils sont. On cherchait alors, derrière leur apparence de mauvais lutteurs, de traîtres ou de vendus aux patrons, à percer à jour leur nature, leur projet de nouveaux bourgeois sociaux-fascistes.

Aujourd'hui, cette directive peut paraître bizarre ; car un aspect essentiel du terrorisme nouveau des sociaux-fascistes est leur terrorisme verbal - le fait qu'ils disent et écrivent n'importe quoi. Ainsi l'attaque raciste du foyer de Vitry s'appelle « riposte anti-raciste à l'attaque raciste contre le maire de Vitry », l'intervention russe en Afghanistan s'appelle « aide fraternelle », mais la baisse des remboursements à la sécurité sociale « un génocide », le refus de construire une mosquée s'appelle « refus du ghetto culturel », la mise à pied d'un délégué CGT « atteinte aux droits de l'homme », etc... Au-delà de l'aspect terroriste en lui-même du mensonge éhonté et ouvert, il y a là une attaque contre le langage même, donc, contre la possibilité pour le peuple de penser les choses. On ne peut pas discuter avec quelqu'un avec qui on ne s'entend pas sur les mots, quelqu'un qui dit n'importe quoi, qui dit à une minute d'intervalle une chose et son contraire. On ne peut pas argumenter. Ainsi PCF et CGT se mettent-ils hors champ de la politique qu'on peut discu-

ter, hors discussion - et ce faisant, ils tentent aussi de bannir la pensée et la discussion des usines et des quartiers populaires, au profit de l'irrationnel et de la violence.

Mais précisément : outre la nécessité pour nous d'être d'autant plus rigoureux et précis qu'ils sont irrationnels, il y a une

LE DISCOURS DU PCF ET DE LA CGT A L'USINE JUSQU'AUJOURD'HUI : SES CONTRADICTIONS, SES LIMITES

La crise n'existe pas, disent le PCF et la CGT. «*Le chômage est le résultat d'une volonté délibérée du gouvernement et du patronat*» (Humanité 14 08 80). Ce qui existe, c'est la volonté de la bourgeoisie de démanteler l'appareil de production national au profit de l'étranger - des Américains et de la CEE. Là-contre se dresse la classe ouvrière, expression de la nation, qui par ses luttes vigoureuses empêche et freine cet abandon.

Exemples : Le bureau politique déclare au mois d'août : «*le patrimoine industriel délaissé par la bourgeoisie est défendu par les travailleurs. Il y va de leur gagne-pain et de la vie du pays. Les exemples cités plus haut (il s'agit de deux équipages de cargos, de deux imprimeries d'Arcueil, et des mineurs des Cévennes), pourraient bien être le prélude d'un mouvement beaucoup plus vaste dans les mois qui viennent. Le PCF refuse la politique d'abandon national.*»

«*Le Valenciennois est une région sinistrée, frappée par les plans de restructuration décidés par le gouvernement, les monopoles et la Communauté Européenne.*»

Le licenciement de Certano (délégué CGT de Renault Billancourt) «*est un acte politique visant à affaiblir l'organisation syndicale qui refuse la liquidation de pans entiers de l'industrie nationale*»

Sous le titre «*Boulogne en lutte pour la pêche Française*» : «*nous communistes nous n'acceptons pas la politique d'austérité et nous combattons l'idée de la fatalité de l'intégration Européenne.*»

Il y a là une contradiction.

Le thème de la lutte contre l'austérité flatte ce qu'il y a de plus conservateur, au sens strict, chez les ouvriers. Contre la réalité internationale de l'impérialisme, il faut en revenir à un stade plus ancien du capitalisme, en fait, aux usines paternalistes d'antan. Cela conduit la CGT, et le PCF, en l'absence de mouvements sociaux, des grèves de la période précédente, où il y avait quelque chose à marchander, à pousser à l'extrême leur caractère de quémandeurs, de

utilité nouvelle à lire et étudier leurs textes : c'est d'arriver par là, en mettant à jour la logique de leur mensonge et de leur délire verbal, à en annuler l'effet terroriste, et à en faire un moyen d'éducation marxiste sur les caractères de la lutte des classes aujourd'hui (et sur la nature de la nouvelle bourgeoisie).

mendiants de l'ancienne bourgeoisie. Ne soyez pas si méchants, disent-ils. Donnez nous quelques sous. «*Le seul mal dont souffre Manufrance, est un manque de trésorerie découlant pour l'essentiel de l'intransigeance des banques*». Contre cela, ce sera la guerre. Quelle guerre ? Fiterman appelle «*à multiplier les messages... pour que les engagements financiers soient tenus*», le PCF fait une «*importante déclaration*», il «*appelle la population à soutenir l'initiative du maire de St Etienne afin qu'il soit reçu par le président de la République*».

Voyez ce que cela donne au niveau d'un tract CGT moyen (Kléber-Colombes) : «*le député-maire de Colombes va poser la question d'une solution Française pour Kléber. Les moyens existent pour trouver une telle solution. Kléber a d'importants partenaires économiques et sociaux qui ont nom Renault, Peugeot, Dassault, Air-France.*»

Plaqué là-dessus, l'horizon des Russes. La seule perspective, sinon la mendicité absolue, est le remplacement des Américains par les Russes. Ainsi la CGT fait campagne comme remède aux licenciements pour que Creusot-Loire prenne une commande Russe, déclarant : «*après le sommet de Venise, l'alignement de la politique Française sur Carter se traduit par la mise en cause de l'emploi de milliers de métallurgistes*». «*Pour les communistes, il n'y a pas de trêve dans la lutte contre la politique anti-sociale et anti-nationale de Giscard-Barre, et à la lutte pour le désarmement*» (humanité, 4 08 80). L'Humanité du 21 Juillet dénonce «*l'alliance Franco-Allemande qui viserait l'ennemi intérieur*». Il s'agit d'affaiblir le PCF. Mais cela, dit l'Humanité, «*c'est ne se soucier que des intérêts de classe, au mépris de la France et de la paix.*»

Cet horizon Russe, tel quel, réduit purement et simplement PCF et CGT au rôle de candidats à être des fantoches. Ils tiennent dans les usines un discours minable et conservateur, et plaquent par là-dessus un possible changement de maîtres.

Ce faisant, leur base de masse s'effrite : personne, on l'a dit, et surtout pas un syndicaliste, ne peut croire au discours : la bourgeoisie installe elle-même la crise. De plus, les pleurnicheries sur l'austérité et le regret du passé ne vont pas pousser les ouvriers dans la voie du sacrifice pour la Nation !

Pas la moindre trace de lutte, donc. Ils pallient à cette absence de deux façons :

- Par la mégalomanie. Voilà comment Krasucki s'exprime sur la rupture des négociations entre CNPF et syndicats sur la limitation du temps de travail : «*les travailleurs ont fait échouer les plans du gouvernement, du patronat et de la CFDT... Ce n'est pas une négociation qui a échoué mais un piège, une attaque... Cette négociation avait pour but de désamorcer le mouvement revendicatif de Mai et Juin... Tout cela s'est heurté au niveau général de combativité exprimé dans les luttes récentes*». Finalement, conclut-il, «*tout échec d'un recul social est une victoire*».

Triste chute ! Et voilà que Certano, caïd de la CGT chez Renault, «*forteresse ouvrière*», est licencié. L'Humanité promet un «*combat national*». Ce combat se résumera à ... un télégramme de la CGT au premier ministre, une protestation des élus communistes des Haut-de-Seine, une conférence de presse de la CGT et quelques pétitions.

Difficile de faire moins, de tomber plus bas. «*Il est déplorable que le patron d'une entreprise nationale se comporte en patron de combat*», se plaint le PCF, nostalgique de la collaboration tranquille. Mais aussitôt, voilà un nouveau thème : «*on vise en Certano le militant politique*», le militant du PCF.

- Dans les articles de l'humanité d'alors commence à poindre le thème du PCF-Classe ouvrière, centre unique de résistance aux attaques de la bourgeoisie et de ce fait, visé en tant que tel par le pouvoir. «*Pour le pouvoir, les enjeux sociaux et politiques sont plus importants que jamais*», l'alliance Franco-Allemande se fait contre le PCF «*ennemi intérieur*», l'attaque contre Certano est «*une atteinte aux droits de l'homme, dont on voit là le caractère de classe*»

Mais ce thème n'a pas encore trouvé son usage dans les usines, où c'est, comme on l'a vu, un zéro presque intégral pour la CGT. L'Humanité même souligne que dans toutes les affaires en cours, «*les maires jouent un rôle essentiel*».

Dans les usines plus qu'ailleurs, il apparaît qu'il faut au camp révisionniste une nouvelle politique. Sinon, on l'a vu, ils ne

sont plus rien que des pleurnicheurs du passé doublés de candidats à être les fantoches des Russes. Et on peut faire l'hypothèse suivante : les révisionnistes, déboutés de leurs positions anciennes, sont sommés aujourd'hui de constituer un camp politique autonome, de constituer une politique de parti. Ce qui se joue là pour eux à terme, c'est de savoir s'ils ne seront que des fantoches des Russes, ou s'ils seront l'expression d'une nouvelle bourgeoisie existant en France, ayant une réalité nationale. Pour l'instant, le tournant a été pris du côté des quartiers, contre les immigrés et les plus pauvres, avec comme fer de lance l'appareil municipal et les organisations de jeunesse du PCF, mais on peut penser que le sens et le bilan final de cette opération côté mairies sera fonction, pour une large part, de leur capacité à prendre aussi ce tournant dans les usines, au niveau d'une structuration «*ouvrière*» de masse.

Pour l'instant, côté usines, ça traîne encore. Le discours sur l'intérêt national, bien qu'usé, sert encore (exemple, les plans et journées d'action sur l'automobile). La mégalomanie à propos «*des luttes*» est d'usage général. La CGT partout se félicite de victoires, consistant en ceci que n'ont pas eu lieu des catastrophes qu'elle avait seule annoncées (par exemple, annoncer à grand bruit le démantèlement de Renault puis crier victoire «*grâce à nous le démantèlement n'a pas eu lieu*»).

Plus nouveau est, par contre, le fait d'endosser l'identité de militants de parti à l'usine. De ci de là, PCF et CGT lancent leurs militants dans des actions de spectacle : par exemple, la grève de la faim à l'atelier RATP Championnet, contre des mutations (encore une atteinte aux droits de l'homme), quelques grèves d'usine, complètement déconnectées de tout enjeu réel pour les ouvriers, lancées à grands renforts de publicité, et où ils essayent d'entraîner les gens de force, parfois même en les menaçant. C'est certes un spectacle destiné à pallier au minimum à l'absence «*des luttes*». Mais il faut noter le style nouveau de ces actions, et le fait que c'est le PCF qui y est mis en avant, et non plus la CGT. Les militants du PCF se désignent en tant que tels, ils sont photographiés, affichés. Il est clair que le PCF cherche en ce moment à «*mouiller*» ses militants d'usine : à départager ce qui est du social-fasciste solide du syndicalisme ancien.

On avait constaté de longue date que les

vrais cadres politiques sociaux-fascistes du PCF n'étaient pas dans les usines, mais dans l'appareil municipal et chez les permanents du PCF. Par exemple, dans la grève de Chausson de 1975, face à la volonté d'autonomie et à la révolte anti-syndicale des ouvriers, les cadres cégétistes avaient disparu en trois jours. C'est le maire Lanternier qui faisait tout le travail, prononçait les discours, se couchait par terre dans la rue ou faisait le tour de l'usine en brandissant un drapeau rouge aux moments critiques ; et quand il leur a fallu s'opposer aux ouvriers décidés à affronter la police, ils ont été chercher la JC. Aujourd'hui, s'ils veulent prendre le tournant dans les usines, il faut bien qu'ils commencent par s'y forger un noyau dur. Cela s'accompagne d'un discours nouveau aussi, de critique de la passivité ouvrière. Nous on est des durs, on veut agir, mais les gars sont passifs, ils sont individualistes. Nous on leur dit de baisser la cadence, mais ils ne font rien, etc... Il ne faut pas attendre tout de la CGT, déclare un tract diffusé dans toute la France, nous seuls ne pouvons rien, notre organisation est ce que les ouvriers en font, à quoi fait écho Marchais, qui s'adresse maintenant «aux ouvriers et regroupements d'ouvriers», disant «le changement des rapports hiérarchiques ne se décrète pas... Aides-toi, et la lutte t'aidera» (discours de Marchais à propos de la campagne électorale et de son plan pour les usines).

Tout cela s'accompagne aussi d'un retour en force du vocabulaire du faux marxisme. Le PCF (dont les tracts sont diffusés maintenant autant sinon plus que les tracts syndicaux), est «le parti révolutionnaire». Et l'accent est mis sur les transformations qualitatives : les rapports hiérarchiques, les cadences, non plus sur les revendications.

Il est logique que le PCF s'empare de ces thèmes à un moment où il n'y a plus discussion de mots d'ordre et d'enjeux programmatiques sur ces questions à l'usine - la question actuelle étant celle des points de vue et comportements de classe dans le travail, et non celle du programme. Mais on dira alors : dans ce cas, à quoi cela leur sert-il, en quoi cela va-t-il leur permettre d'être à nouveau en prise sur la réalité des situations d'usines ?

Quels en sont les éléments ?

- Premièrement, s'attaquer aux intérimaires. Pour l'instant, le PCF se répand en lamentations sur le sort des intérimaires, qui sont, eux, «exploités», qui sont «des ouvriers au rabais», qui sont «les esclaves des temps modernes». Tout cela est de fort

mauvais augure, si l'on se rappelle que les attaques des mairies PCF contre les immigrés ont commencé par des descriptions à n'en plus finir de la misère des immigrés, «proies des marchands de sommeil». Il ne fait pas bon être l'objet de la sollicitude indignée du PCF, tout comme il n'est pas bon pour les pays d'être l'objet des soucis amicaux et fraternels de l'URSS. De fait, le propos du PCF sur les intérimaires se poursuit par la description de la contradiction entre fixes et intérimaires ; par le mot d'ordre : «*embauche des intérimaires*», assorti de la proposition organisationnelle : «*un syndicat d'intérimaires*... Voilà un exemple de la façon dont le PCF décrit ses efforts pour résoudre la contradiction entre fixes et intérimaires, et le sens de son mot d'ordre d'embauche : «*la volonté du patronat de creuser un fossé infranchissable entre travailleurs intérimaires et permanents est mise en échec aujourd'hui régulièrement*». Mais «*des contradictions existent et il n'est pas simple de les résoudre*». Pour ce faire, les élus municipaux adressent des lettres aux entreprises pour que l'embauche passe par l'ANPE. «*Les entreprises de Gennevilliers doivent participer pleinement à la vie locale et dans ce sens embaucher en priorité de jeunes Gennevilliers en passant par les structures publiques comme l'ANPE et non par ces maisons d'intérim que je considère comme de véritables négriers des temps modernes*», écrit Lanternier maire de Gennevilliers («*votre commune*», bulletin municipal Janvier 81).

Faire embaucher les intérimaires, les bons, ceux qui vont dans le syndicat : attaquer les autres, au double titre de «gens venus d'ailleurs», versant ville, et de gens qui aiment se balader et sabotent les luttes, versant usine proprement dit : voilà le premier thème du «retour» du PCF à l'usine, thème de propagande, éventuel thème d'action possible.

- Deuxième thème du PCF : «il faut supprimer les OS» : c'est le sujet d'un discours de Marchais lui aussi largement diffusé dans les usines. Il est intéressant de le détailler. Il contient trois thèses :

* «*Il faut en finir avec les patrons de droit divin*», avec un petit dessin de Wolinski montrant un ouvrier et son fils «on est pauvre de père en fils chez nous. Il est temps de supprimer l'héritage». C'est clair : place à la nouvelle bourgeoisie.

* Le faux marxisme : les OS sont exploités. Nous sommes contre le travail à la chaîne, pour sa suppression, pour

«la résolution de la contradiction entre travail manuel et intellectuel».

* Comment supprimera-t-on les OS ? D'une part par la révolution scientifique et technique... D'autre part... Par des stages de formation leur permettant de se qualifier.

Par contre, on ne supprimera pas les ingénieurs, cadres, techniciens.

Là encore, on est pour que les OS se qualifient, comme pour que les intérimaires se fassent embaucher. Ceux qui ne le feront pas, c'est qu'ils ne doivent pas le vouloir, ce sont des résidus de l'histoire.

Le discours sur les intérimaires comme celui sur les OS met en place la thématique idéologique du «bon ouvrier», écho de celle du bon Français dans la ville. Le bon ouvrier est fixe. C'est un OP. Il aime son travail, il est attaché à son usine, il est syndiqué. C'est lui la classe ouvrière, c'est lui qui représente la Nation. Arrière idéologique à la constitution d'un camp dans l'usine, dont il est légitime que le syndicat prenne la seule défense, y compris contre les autres ouvriers.

Deuxième remarque : ceux que le PCF qualifie lui d'exploités - intérimaires et OS - sont ceux qui doivent disparaître. Ils sont des aberrations, ou des résidus du capita-

lisme, qui n'ont de définition que négative (sans emploi fixe, sans qualification). Doivent rester, on l'a vu, les ingénieurs, cadres, techniciens, et les OP. Ainsi, le PCF aborde les temps nouveaux à l'usine en expliquant que le prolétariat - les exploités - est ce qui par définition ne devrait pas exister. Le prolétariat est un spectre qui hante la nouvelle bourgeoisie inquiète de son aventure historique.

La politique qui sous-tendrait cette propagande, on ne l'a pas encore vue à l'œuvre à l'usine. La propagande elle-même n'en est qu'à ses débuts, mêlée aux anciens thèmes syndicalistes, manifestement mal comprise par toute une fraction des cadres «de base» de la CGT. On ne peut que souligner à ce propos et pour finir, que tout cela montre que le passage de la structuration syndicale dans le dispositif de la négociation des avantages de l'aristocratie ouvrière, à la structuration politique d'un camp de la nouvelle bourgeoisie social-fasciste dans l'usine est une partie entamée par le PCF, difficile, encore incertaine. Un enjeu important, on l'a dit : outre le bilan de l'opération en cours dans les municipalités, se joue là la réalité autonome de la nouvelle bourgeoisie en France.

Depuis mai 68, la CFDT s'est donné une image de marque dans la classe ouvrière et dans l'opinion populaire en général : celle d'un «syndicat combattif et démocratique». Cette idée s'appuie sur des grands mouvements type LIP ou LONGWY où la CFDT a joué un rôle important.

Mais cette même CFDT, c'est aussi le syndicat qui parle actuellement de «recentrage», de «resyndicalisation». Dans cette optique, la CFDT a signé le Plan Davignon, plan de liquidation de la sidérurgie, avec l'État et cherche des accords de consensus, de négociation avec le patronat. Cette attitude lui vaut de sévères attaques du PCF.

Changement de ligne politique? Non! La CFDT n'a pas changé : c'est toujours l'organisation de la capitulation ouvrière devant les forces bourgeoises dans la bonne vieille tradition syndicaliste française.

UN SYNDICAT DE NOTRE TEMPS : CELUI DE LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALISTE

Un syndicat dans «la tradition syndicaliste française»

Syndicat qui «repose sur une tradition de lutte de classe et sur la volonté de lier étroitement action revendicative et lutte pour la transformation de la société» (E. Maire : la CFDT d'aujourd'hui p. 37). Cela dans «l'indépendance des syndicats par rapport aux partis politiques, exprimée dans la charte d'Amiens - 1906» (idem).

* Qu'est ce que la lutte de classe pour la CFDT? C'est la lutte ouvrière, l'action, la lutte dure, la lutte revendicative, la lutte sociale. On en parle souvent à la CFDT; exemple : «il n'y a pas d'autre voie que la lutte» (titre d'un tract CFDT Creusot-Loire du 6/10/80). Mais aussi, on est combattif, on pratique parfois la lutte dure : Longwy et les opérations coup de poing.

Le problème : la lutte de classe est toujours dure, «ce n'est pas un diner de gala» comme dit Mao. Mais une lutte dure n'est pas toujours une lutte de classe prolétarienne.

Et avec cette conception, on lutte toute sa vie, on a une grande barbe blanche et on n'a encore pas vu le prolétariat; pire, on désespère qu'il existe!

Dans la «bonne» vieille tradition ouvrière française, à la CFDT, on ignore le marxisme et on baptise lutte de classe toute lutte revendicative.

* Qu'est ce que l'indépendance syndicale pour la CFDT? C'est la charte d'Amiens de 1906, révisée 1970 : le projet autogestionnaire plus la planification démocratique. Déjà, le vieil onctueux CGT disait «le syndicat aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale» et la CGT de Jouhaux des années 30 se piquait de donner des leçons de politique avec son «plan».

Quand la CFDT chausse les bottes de la politique, elles sont manifestement trop grandes pour elle et le résultat connu s'appelle «l'autogestion... socialiser l'État» (E. Maire idem p.185) etc...

Séguy disait en 1968 : «l'autogestion est une formule creuse». Elle était tellement creuse qu'il s'y est glissé tel un Bernard l'hermite dans une coquille et aujourd'hui en a fait un mot d'ordre PCF-CGT. Pourquoi pas! Faute de définir clairement un projet politique cohérent et autonome (et non un assemblage d'idées), la CFDT doit naviguer à vue dans le domaine politique et son indépendance politique rester un mot vide de sens. Pire : elle est dépendante de tous les partis bourgeois.

Exemples :
- En 1956 la CFTC soutient le projet de «grande fédération» de Deferre.
- En 1969 elle soutient Poher.
- En 1974 elle soutient Mitterrand, a-

près avoir œuvré à la reconstitution du PS aux «Assises du socialisme» en 1974 car il faut «le renouveau des socialistes... une gauche démocratique» (E.Maire idem). Cette confusion permet à beaucoup de gens de se retrouver à la CFDT camouflés derrière son apolitisme politique. D'où le caractère d'auberge espagnole où se côtoient les X tendances PS, des anarchistes, du PCF, des saupes gauchistes et des dizaines de milliers d'ouvriers dont la révolte constitue la seule politique.

* Le vieux tandem, lutte plus élections: de 36 à 78, un lourd héritage. La CFDT a été sans aucun doute l'organisation qui a le plus accusé le PCF d'avoir brisé l'union de la gauche : «vous avez brisé l'espérance» (E.Maire) etc... Et pourtant, elle était fort sceptique avant, n'ayant pas manqué de critiquer l'insuffisance du programme commun, de proposer à la place une «union des forces populaires». Qu'attendait-elle alors de ces élections? A vrai dire pas grand chose. Puisque «les luttes sociales jouent un rôle moteur dans la transformation de la société» (E.Maire idem p.137). On retrouve là les vieux schémas : élections à «gauche» donnent luttes, donnent victoire pour la classe ouvrière.

Cette pensée apolitique qui colle aux semelles de la classe ouvrière française telle de la boue venant des ornières où elle patage depuis un siècle, représente la systématisation de la pensée très répandue «les bourgeois seront toujours les plus forts... arrachons leur le maximum par nos luttes».

Cela donne une démission totale sur la question du pouvoir d'État, une démission sur le rôle historique du prolétariat et en définitive stérilise toujours les forces de la classe ouvrière en minables masses de manœuvre.

Il faut le dire bien fort et partout : la CFDT a été complice de bout en bout de la manœuvre d'union de la gauche, a été un ardent propagandiste de cette tentative qui a démobilisé, affaibli, livré la classe ouvrière pieds et poings liés à Giscard et au PCF.

Il faut dire aussi bien fort : la CFDT, pendant la période 73-78, a sacrifié sur l'autel de la raison d'État ses aspects démocratiques pour faire plaisir à ses allés : fini le «basisme» des comités de grève ou de lutte au profit de l'organisation syndicale responsable, fini le débat démocratique avec l'exclusion de sections entières (PTT Lyon), de fédérations (Gironde) qui s'opposaient à la ligne de Maire; cela dans le plus pur style CGT.

Elle a été un élément essentiel de la manœuvre PC-PS de capitaliser la révolte de 68 dans le syndicalisme d'État du programme commun de 73-78.

Un syndicat de notre temps : celui de la société impérialiste française, celui du PCF social-fasciste.

* Contrairement à sa rivale CGT la CFDT a compris que la société, la classe ouvrière elle-même se transformaient dans l'impérialisme de la période gaulliste. A sa façon, la CFDT est à l'écoute des masses fondamentales.

E. Maire (dans la CFDT aujourd'hui) parle de «la centrale de l'égalité des droits» qui prend en charge «les exclus... les laissés pour compte» de la société mais aussi du syndicalisme : les immigrés, les OS, les OP déclassés, les petits employés, les femmes, les auxiliaires de la fonction publique.

«Quels-sont-ils (les marginaux) dans le syndicalisme classtique ? Tous ceux qui diffèrent de la énorme du travailleur français traditionnel dont le combat collectif a permis en un siècle l'édification des grandes centrales actuelles : l'ouvrier professionnel qualifié de l'industrie, français, mâle, métallurgiste ou cheminot» (op. cité p 149/150).

«Influencés (les ouvriers) par l'idéologie dominante, ils participent au réflexe de mise à l'écart des plus faibles ; et chacun voit que le racisme ou les sentiments de rejet de «l'anormal», de «l'enfermé», de «l'étranger» ne les épargnent pas» (op. cité p 152).

Fort de ces analyses, la CFDT s'est préoccupée de ces catégories sociales complètement délaissées par le syndicalisme trop mobilisé dans la défense des privilèges de l'aristocratie ouvrière. Pas étonnant alors de retrouver la CFDT dans les luttes ouvrières et populaires du Joint Français, de Big Dutchmann, de Pennaroya, Girosteel, petits employés de banque, Nouvelles Galeries de Thionville etc... qui ont marqué l'après 68, jusqu'aux grèves des nettoyeurs du Métro et des sans papiers turcs du Sentier en 1980.

D'où une double zone d'influence : celle des ouvriers qualifiés français, anarcho-syndicalistes (métaux, cheminots), celle des «exclus» OS des régions rurales (Ouest, Franche-Comté, Normandie), et immigrés. D'où un double langage contradictoire : l'anti-hiérarchie, la défense des bas sa-

laire d'une part et la défense des acquis (des privilèges en fait) d'autre part. Exemple : *«chacun bénéficie de toute cette action continue, de tous les acquis obtenus, de tous les avantages conservés»* (CFDT Creusot-Loire 21/1/81).

Aujourd'hui, dans la phase de recentrage, le nouveau cours, c'est l'aspect conser- vation, l'aspect «responsable» qui prennent le dessus et on ne voit pas de différen- ce de fond avec la CGT.

Exemple très significatif à Creusot-Loire sur les licenciements, *«sur les possi- bilités de départ à 55 ans... afin que cet ac- cord soit appliqué et évite d'autres licen- ciements. Cet accord permet aux 55 ans qui le désirent de partir avec 70% de leur sala- re...»*. Autrement dit, négocier le départ des 55 ans empêcherait des licenciements! (23/10/80)

«Il faut à tout prix prendre des com- mandes, il existe des marchés importants». (30/7/80)

La CGT plus précise : *«le travail existe : contrat avec l'URSS, usines de gazéifica- tion du charbon, 2ème tranche de surgéné- rateurs»*. CGT-CL 14/9/80

Autrement dit : commandes égalent travail égale pas de licenciements. Discours visant à masquer le sens politique des li- cenciements. Depuis les 150 licenciements, CL est surchargé de travail et... embauche! En plus, CFDT et CGT se concurrencent pour savoir quel est le meilleur conseiller es commandes : *«complexe sidérurgique rus- se : ... contrairement à ce que dit le PC dans son tract diffusé le 26/9, la CFDT se bat pour obtenir des heures de travail sur cette affaire, en apportant des éléments indus- triels concrets»*. le 29/9/80

Qui pratique le mieux la collaboration de classe avec l'impérialisme?

Ce recentrage actuel montre à quel point la CFDT est dépendante de toutes les forces politiques bourgeoises.

- période programme commun : la CFDT parle lutte et soutient la «gauche unie» qui a le vent en poupe.

- Echec du programme commun et offensive de Giscard : la CFDT orpheline, sans débouché politique, sans possibilités de revendications négocie avec Giscard comme l'aurait fait FO !

* La CFDT et le PCF.

A la CFDT, on n'aime pas du tout le PCF. Sur un ton solennel, Maire l'a accusé x fois d'avoir *«brisé l'espérance en 1978»*. Dans les textes CFDT, on caractérise le PCF

de «léniniste», «stalinien», on critique vigoureusement sa conception de l'Etat, sa conception des luttes «qu'il veut contrôler» etc...

Et actuellement, on aime encore moins le PCF qui envoie sans arrêt des volées de bois vert à la CFDT responsable de tous les maux «accepte le consensus», «réformiste», «signe le plan Davignon» etc...

Les militants CFDT vont-ils se rebif- fer ? Que vont-ils faire sur le terrain, dans les usines face au PCF-CGT ? Et bien ils vont capituler honteusement, au nom de l'unité ouvrière, fascinés qu'ils sont par la force politique du PCF. Et cela même lorsqu'ils dirigent un mouvement ou en sont la force principale.

Prenons des exemples significatifs :
Lip : la CGT complètement isolée, réduite comme une peau de chagrin, haïe par les masses, trouve une porte de sortie grâce à la CFDT qui vient la cher- cher pour signer les accords Giraud afin de ne pas rompre le front syndical.

Longwy : la section CFDT, regroupant des combattants ouvriers, qui a mobilisé les sidérurgistes, le peuple dans un certain nombre d'action coup de poings, qui s'est même opposée à la direction confédérale va se rallier à la basse manoeuvre du PCF-CGT : la marche du 23 Mars 1979, exploitation politique de la révolte ouvrière. Après, dans un tract de bilan du 18 Juin 1979, la CFDT-Longwy parle «du tintamarre des querelles politiciennes», de «recréer les con- ditions de l'unité à la base» (l'intersyndi- cale !) car *«nous avons été piégés par les organisations nationales et en particulier politiques qui nous ont utilisés pour leurs perspectives électorales»* (sous-entendu le PCF).

A Creusot-Loire Chalon/Saône : face aux licenciements, la CFDT appelle à la lutte, à l'action à longueur de tracts. Le Noyau Ouvrier Communiste appelle à l'oc- cupation de l'usine avec constitution d'un comité de grève.

En réunion intersyndicale, la CGT dit à la CFDT : *«si vous soutenez l'occupation, nous rompons le front syndical»*. La CFDT se rallie honteusement aux manoeuvres PCF : manifs en ville, délégation à Macon à la direction du travail etc...

De toute évidence, la CFDT n'aime pas être seule même quand elle est hégé- monique (Lip) ; elle capitule toujours de- vant le PCF, au nom de l'unité syndicale.

Pourquoi ?

- Elle n'est qu'une force d'opposition à l'Etat, de pression dans l'impérialisme sans aucune perspective à terme de destruction de cet Etat et de cet impérialisme. Cela dans la pure tradition ouvrière Française de l'ouvrier mécontent de son sort, sûr de son «bon droit», n'ayant comme horizon que le coup de gueule revendicatif, parfois violent, mais sans espoir véritable de marche au communisme. En fait, la CFDT n'a pas de politique, c'est à dire d'articulation entre l'idéologie qu'elle professe et le concret. A un moment donné, elle se ralliera donc toujours à ceux qui en ont une dans l'u- sine : le PCF-CGT. Comme elle se rallie en dehors de l'usine à la bourgeoisie ancienne.

- Elle ne comprend pas la véritable na- ture du PCF-CGT. Elle ne l'aime pas en tant que parti d'Etat, électoral. Mais elle est fascinée par son aspect «parti de la clas- se ouvrière», «parti ouvrier» opposé sur

le terrain social à la bourgeoisie classique au pouvoir. Pour elle, le social unit et la politique divise, donc unir la classe ouvrière revient à unir les organisations «ou- vrières». Cette pensée mécaniste et idéaliste tient à la superbe ignorance de l'histoire des révolutions et de la lutte de classe ouvrière. Pour la CFDT, nous sommes toujours en 1860 à l'époque de la consti- tution des ouvriers en classe sociale, dont le processus s'oppose radicalement à l'Etat.

Dès lors, il devient inévitable qu'un militant CFDT soit complètement hermé- tique au marxisme. Il ne connaît que la re- vendication syndicale.

Dans l'usine, la CFDT est la systématisa- tion organisée de l'impuissance ouvrière face aux politiques bourgeoises : celle du patronat, celle du PCF.

A ce titre, il faut la combattre. Com- ment ? En développant la politique commu- niste contre les deux bourgeoisies.

MISE EN PLACE ET HISTOIRE D'UNE ÉCOLE D'UNIFICATION AU NOYAU

L'école a été mise sur pied l'année passée, elle avait pour but, dans la reprise en main du travail politique à l'usine de résoudre la contradiction suivante : des camarades voulaient étudier la politique, «être avec l'UCFML». Mais ces camarades là ne voulaient pas prendre en charge avec nous le travail politique à l'intérieur de l'usine. Ils estimaient qu'on ne pouvait rien y faire, parce que «les autres» ouvriers ne voulaient rien faire, tous les ouvriers étaient découragés.

DEUX GREVES DE 10 MINUTES

Le 13 Novembre, à la sortie de l'équipe d'après-midi, les flics contrôlent les papiers des ouvriers immigrés sur le chemin du métro. Le lendemain, ils entrent carrément dans l'usine. Au bureau du personnel, on leur fournit la liste des ouvriers intérimaires. Puis les chefs se répandent dans les ateliers et donnent aux immigrés intérimaires un papier pour aller à la visite médicale. Quand ceux qui ont à la main ce papier sortent dans la cour, ils sont contrôlés. Trente ouvriers sont arrêtés de cette manière. Certains seront expulsés immédiatement en Afrique, d'autres mis en prison. Il faut noter que pendant toute l'opération, la CGT est à la porte de l'usine, occupée à faire signer des pétitions de soutien à Marchais. A ceux qui demandent au «cégétistes» ce que font ces flics dans la cour de l'usine et ce qu'ils comptent faire, ils répondent : «ça ne nous regarde pas, c'est pour les intérimaires».

Ce scandale, comme l'appellent à juste titre beaucoup d'ouvriers de l'usine, se produit alors que nous, dans l'école d'unification du Noyau, étions en plein débat sur la question : peut-on ou non engager un travail à l'intérieur de l'usine pour y transformer la situation de division qui est celle des ouvriers aujourd'hui!

Certains camarades avaient rejoint l'école en disant franchement qu'à leur avis, ce n'est pas possible. Quant à eux, ils sont pour la politique, pour la construction du parti de type nouveau et pourtant s'ils veulent bien étudier avec nous le Marxisme, ils ne voient rien à faire dans l'usine. A l'appui de cette

Peu à peu nous avons réussi à maîtriser cette contradiction et particulièrement en trouvant, après un long travail d'analyse des contradictions intérieures à l'usine, des directives à la fois appropriées à la situation et à la mesure de notre projet.

C'est à partir de telles directives que l'école devient effectivement et légitimement école d'unification du Noyau, car les Noyaux ne sont rien d'autre que la réalité du processus d'édification du parti dans l'usine.

thèse, ils avancent des éléments objectifs : les ouvriers font des heures supplémentaires même le dimanche ; travailler le samedi est un privilège pour lequel on se dispute les faveurs des chefs à coups de Ricard ; Les intérimaires sont pris et jetés comme des marchandises ; il n'y a pas de réaction collective à la montée des cadences, etc... Mais surtout des éléments subjectifs : les ouvriers sont profondément découragés et ils ne veulent répondre à aucun appel. Ils pensent qu'il faut tout accepter.

Nous soutenons le point de vue que la situation subjective actuelle doit pouvoir se comprendre ; qu'il est bien normal que les ouvriers ne répondent à aucun appel syndical (c'est le cas depuis très longtemps à Chausson), et qu'il ne s'agit pas pour nous de lancer des appels successifs à la révolte qui effectivement ne seront pas suivis. Il faut choisir une question interne à l'usine et mener le débat à fond sur : d'où vient le découragement ; quelles sont, de l'avis des camarades, les conditions pour que les ouvriers soient une force dans l'usine ?

Nous disions aussi qu'il est contradictoire de dire d'une part qu'on est pour la construction du parti, et de l'autre qu'on ne peut rien faire dans les usines... Et nous nous étions finalement unifiés sur le projet de mener à bien un travail prolongé dans l'usine, un travail au nom du projet du parti et de l'existence de la classe ouvrière comme classe, travail dont le but affirmé n'est pas de faire face d'emblée à toutes les situations, mais de transformer la situation subjective dans l'usine.

De ce fait, l'école du Noyau s'était transformée. On passait d'un simple regroupement d'ouvriers voulant étudier le Marxisme à une école dont le but explicite est l'unification au Noyau, prenant en charge en plus de l'étude le travail politique dans les usines. Et nous avons écrit un premier tract signé du Noyau et des ouvriers de l'école expliquant cette nouvelle orientation à Chausson à propos d'une question précise : le prix de la cantine.

L'affaire de l'entrée des flics à l'usine vient confirmer que la situation est plutôt mauvaise. Même en tenant compte de l'effet de surprise, il faut constater qu'il n'y a pas eu de réaction collective. C'est ce que nous disons dans un tract diffusé et écrit par l'équipe d'intervention de l'UCFML deux jours après cette affaire, et nous concluons : «nous ne disons pas qu'il faut s'avancer tout seul, se montrer tout seul et pousser des cris. Mais nous disons : il faut absolument travailler auprès des autres ouvriers, travailler entre nous jour après jour pour changer la situation, avec le but que les ouvriers relèvent la tête, deviennent une force».

Suit la discussion dans l'école : comment réagir?

On s'appuie sur l'expérience qu'on vient de faire en lançant dans une autre usine une directive de grève de 10 mn pour riposter à un crime raciste de la police. Les flics ont tiré sur un jeune au volant d'une voiture volée, ils ont tiré une deuxième fois alors qu'il était déjà à terre. C'est deux jours après l'attentat de Marseille, quelques jours après Copernic. Le père du jeune travaille dans l'usine. Avec les camarades de l'école nous avons appelé à cette grève pour montrer que la classe ouvrière n'accepte pas les attentats racistes, et qu'il faut dorénavant que les ouvriers ripostent à chaque attentat dans les usines même, par la grève. Nous appelons à cette grève en sachant que très probablement elle n'aura pas lieu. Nous le faisons pour affirmer une position de principe et pour montrer dans quelle voie nous comptons nous engager à l'usine.

Et bien que la grève n'ait effectivement pas eu lieu, nous faisons de cet appel un bilan positif pour deux raisons :

- l'appel a permis de trancher les camps. Deux points de vue de classe sont en présence. Un tiers des ouvriers environ sont d'emblée sur notre position, selon quoi tirer sur un «voleur» est un assassinat, selon quoi il faut riposter à ce crime de la police. De l'autre côté, l'essence du point de vue de la bourgeoisie (tuer l'homme et sauver le

matériel), exprimé par les chefs et une partie des ouvriers, et dont le Héraut est le PCF qui distribue à 3 reprises dans l'usine, en réponse à notre appel, un tract déclarant : «la police a eu raison de tirer sur le jeune Hamdani parce que c'est un délinquant». Ceux-là poussent des cris haineux : «moi si on me vole mon auto-radio, je sors mon fusil et je tire», ou se découvrent soudain une âme de tortionnaire «il faudrait me les donner ces jeunes là, je saurais quoi en faire»...

Cette division en deux camps se manifeste le jour prévu de la grève, où certains ouvriers montrent leur volonté de s'arrêter pendant que chefs et syndicalistes de concert donnent de la voix dans les ateliers pour répéter : «contre un voleur, je prends mon fusil et je tire...». Cette division en deux camps a servi à encourager les camarades de l'école. Elle a confirmé la justesse de l'orientation prise : il est possible de transformer la situation dans les usines, un camp se manifeste si on défend un juste point de vue de classe, et on sait maintenant auprès de qui travailler, avec qui discuter dans l'usine.

- Deuxième point de bilan : les camarades ont vu sur le tas la nécessité d'être organisés à l'intérieur de l'usine. Car beaucoup qui voulaient s'arrêter attendaient un signal. Mais un signal de qui? Pas des délégués syndicaux qui sont alors occupés à crier contre cette grève? Le tract de bilan distribué après cet appel porte sur ce point : on a vu qu'il ne faut pas compter sur «des délégués», les anciens sont des ennemis et on ne les remplacera pas par des nouveaux. Le prolétariat dans l'usine ne peut pas avoir de délégués, payés par le patron pour s'adresser aux autres, autorisés et estampillés. L'action nécessite un accord préalable dans les équipes, un travail et une organisation interne à la classe ouvrière.

L'école décide donc unanime qu'il faut aussi lancer une grève de 10 mn à Chausson. Le tract dit : «Nous les ouvriers maoïstes, nous voulons relever la tête. Nous voulons que les ouvriers soient capables de faire face, qu'ils s'organisent»... Il appelle les ouvriers à prendre en mains la discussion dans leur équipe et à regrouper ceux qui sont d'accord pour cette action.

L'enquête montre qu'il existe un courant, petit certes, mais significatif, pour appliquer cette directive (dans l'enquête aux portes de l'usine, une douzaine de camarades se déclarent prêts à

le faire). Avec d'autres, la discussion porte encore une fois sur le point: peut-on ou non faire quelque chose dans l'usine? Personne quasiment ne se déclare indifférent ou bien lance «ce sont des sans-papiers». Nous expliquons donc surtout le bilan de l'appel dans l'autre usine, le fait qu'il faut pour une telle action avoir discuté à l'avance, savoir sur qui on compte dans son équipe. Puis, après une nouvelle discussion dans l'école, nous lançons l'appel à s'arrêter «pour montrer que nous n'acceptons pas ce scandale de l'entrée de la police dans l'usine; pour montrer notre unité et notre volonté de relever la tête». Le tract répond rapidement à quelques arguments: ceux qui disent «je ne vais pas perdre 10 mn de salaire alors que j'ai mes papiers», ceux qui critiquent les sans-papiers, ceux qui disent «la grève ne sert à rien, le patron s'en fout», ceux enfin qui répètent «c'est bien la grève mais il faudrait être tous ensemble». Et le tract précise la directive: «Nous demandons aux camarades qui sont d'accord avec cette grève de 10 mn d'en parler dans leur équipe et de voir combien sont d'accord. S'il y a 10 ouvriers d'accord ou plus il faut arrêter le travail. Sinon, on laisse tomber et on en rediscutera. Cette grève est un premier pas dans le grand travail des ouvriers entre eux. Elle nous permettra de voir ce que nous sommes capables de faire aujourd'hui et d'avancer à partir de là».

Résultat: deux équipes se sont arrêtées, dans deux ateliers différents. Dans les deux cas, 10 personnes s'arrêtent, dans les deux cas aussi, ce sont des ouvriers de nationalités différentes, y compris français. Ce point est très important, car à Chausson on dit toujours qu'on ne peut pas discuter avec ceux des autres nationalités: cela montre qu'il s'agit bien d'une unité politique, certe embryonnaire, mais tout à fait nouvelle.

Ailleurs, il y a eu des discussions. Certains n'ont pu réussir à unir 10 personnes de leur équipe. Dans d'autres équipes, la dissuasion de la CGT a joué, les délégués -notamment ceux qui s'étaient déjà illustrés en faisant mettre Bouaziz en prison- menaçant les ouvriers «on ne pourra plus rien faire pour vous si vous faites cette grève».

Cette fois encore, l'appel à la grève a servi à prouver aux camarades qu'on peut faire quelque chose dans l'usine, que le projet et la façon de travailler qui sont les

nôtres sont justes, et permettent d'agir. Cela l'a montré aux camarades de l'école, et aussi à quelques autres, avec qui nous discutons ces derniers temps.

Mais on peut voir aussi des effets de cette grève au niveau des larges masses de l'usine. Trois points sont à noter:

-Un débat s'est ouvert sur la nécessité de lire ou non les tracts. Beaucoup d'ouvriers nous ont interpellé dans l'usine ou en dehors, en disant: nous n'étions pas au courant de cette grève. Pourquoi? Parce que vous ne lisez pas les tracts. Il faut le faire. Et de ce fait, nous voyons aujourd'hui des ouvriers qui, alors qu'ils sont depuis très longtemps à l'usine où nous intervenons depuis des années, viennent nous parler du contenu d'un tract en disant: «maintenant on les lit». Depuis longtemps, les ouvriers de Chausson ne lisent plus les tracts syndicaux. Aujourd'hui ce fait est présent comme un refus explicite: «les tracts des syndicats, je les jette tout de suite par terre», disent les ouvriers. Nos tracts, les camarades les mettaient en général dans leur poche. Le fait qu'on dise maintenant qu'il faut en connaître le contenu et les discuter montre qu'il ne s'agit plus seulement de sympathie, mais qu'on passe au stade de la discussion d'une véritable politique ouvrière.

Certains ouvriers n'ont pas vu l'intérêt de notre grève de 10 mn car ils pensent: «nous refusons les grèves syndicales d'une heure, dans la mesure où elles ne gênent en rien le patron. Alors 10 mn...». Bien sûr, nous avons expliqué dans les tracts que cette grève de 10mn était une grève pour les ouvriers, interne aux ouvriers et non pas destinée à faire pression sur le patron directement. Mais au delà de cette affaire, cela nous montre qu'il y a un débat à engager sur les formes et le contenu de la politique. Un certain nombre de pratiques d'opposition au révisionnisme étaient fondées jusqu'à présent chez les ouvriers sur des arguments formels: ils discutent avec le patron, ils font des grèves d'une heure... Ces arguments sont en grande partie des arguments de faiblesse hérités de l'anarcho-syndicalisme. Dès lors qu'on s'engage soi-même dans une politique à l'usine, on sera amené à discuter avec le patron, par exemple ou à utiliser telle ou telle forme de l'action politique que la CGT utilise. Il faut en passer à un débat sur le contenu d'une politique et de l'autre -ce qui engage bien sûr en dernier ressort des différences dans les formes de l'action-, et expliquer pourquoi cela vient sur le tapis aujourd'hui.

- Enfin, cette grève a engagé ou a montré qu'il existait un débat direct sur le parti, sur «notre parti» dans l'usine. C'est là le point principal de bilan qu'ont rapporté les camarades de l'école. Des ouvriers disaient: «oui, les maoïstes sont bien, mais ça fait longtemps qu'ils donnent des tracts devant l'usine, et ils ne sont encore pas une grande force, pourquoi?» ou bien «C'est bien l'UCFML, mais quand on est là-dedans on travaille jour et nuit, on ne dort plus...». Notre tract de bilan a porté là dessus, essayant de répondre à la question sur l'état de nos forces: d'une part, que signifie cette question du point de vue de celui qui la pose, d'autre part, où en sont effectivement nos forces, et pourquoi sommes nous à un

CONCLUSION

Travail d'étude du Marxisme et bilan des deux grèves de 10 mn achèvent l'unification de l'ensemble des camarades de l'école au projet de travail prolongé dans les usines, au projet d'y édifier le parti.

Depuis, l'école s'est engagée dans des campagnes internes aux deux usines:

- A Chausson, une campagne pour l'unité et l'égalité entre fixes et intérimaires, avec l'objectif d'obtenir les mêmes bleus, les mêmes chaussures de sécurité et les mêmes primes, avec comme première étape: faire signer une pétition à l'intérieur de l'usine sur ces mots d'ordre et aller la porter à la direction.

- Dans l'autre usine, une campagne pour soutenir un ouvrier licencié pour maladie sans avoir touché ses droits, et considéré «indéfendable» par les syndicats; campagne avec le mot d'ordre: «il n'y a pas pour nous de cas indéfendable»; exister dans l'usine c'est ne pas laisser tomber les... de cas indéfendable»; exister dans l'usine c'est ne pas laisser tomber les ouvriers usés par le travail qui se retrouvent seuls et sans ressources face aux administrations.

Ce travail nous amène à préciser ce que l'on entend par: travailler au sein de la classe ouvrière pour qu'elle existe en nous unifiant sur la question: qu'est-ce qu'un point de vue de classe puisque notre travail dans les usines et notre confiance dans ce travail sont fondés sur l'idée: expliquer sur chaque question la lutte entre les deux voies, entre les deux points de vue de classe, défendre et expliquer le point de vue de classe pro-

tournant aujourd'hui.

L'existence de cette discussion ouverte sur la politique et le parti est un grand encouragement pour nous.

Nos plans à Chausson sont maintenant, à partir du résultat de cette grève, d'engager une campagne prolongée sur le thème: faire exister la classe ouvrière à l'usine. La cible en sera d'obtenir sur des enjeux précis des résultats matérialisant l'unité et la volonté explicite d'unité entre fixes et intérimaires.

D'autre part, toute cette campagne a renforcé l'école dans son identité militante, et nous a permis de définir et de soumettre à la discussion les critères d'unification des camarades de l'école à l'UCFML.

létarien, véritablement communiste.

Il n'est pas étonnant que, à ce stade du travail, le grand souci des camarades de l'école soit d'arriver à comprendre la nature exacte du PCF, et ce que nous entendons, nous, par communisme. D'où la décision de l'étudier:

- d'une part la brochure écrite par le Noyau «le Noyau ouvrier communiste maoïste de l'UCFML de la région Nord de Paris présente ses 37 points pour la construction du parti communiste de type nouveau».

- D'autre part certains tracts du PCF.

Resté à savoir ce qui, dans cette école d'unification au Noyau, décide que l'unification est réalisée. Car un groupe peut s'appeler «école d'unification» et, sous ce nom, s'installer dans la réalité d'un groupe ouvrier autonome: «les ouvriers de la région X - d'accord avec l'UCFML».

Nous avons proposé aux camarades 4 critères:

- Etre unifiés sur les 37 points de la brochure du Noyau que l'on étudie en ce moment, c'est à dire sur les éléments essentiels du Marxisme et de la ligne de l'UCFML quant à l'édification du parti.

- S'intéresser à l'ensemble de la politique de l'UCFML et pas seulement à notre travail local.

- Participer effectivement au travail politique dans l'usine.

- Vouloir en être, décider d'être un militant.

14 REGLES DE TRAVAIL DANS LES USINES POUR L'EDIFICATION DE NOYAUX OUVRIERS COMMUNISTES MISE EN PLACE ET HISTOIRE D'UNE ÉCOLE D'UNIFICATION AU NOYAU

Nous pouvons périodiser notre travail et en dégager des règles de travail communiste d'usine : 4 périodes, 14 règles de travail.

Depuis le début de l'organisation dans notre région, nous avons fait du travail communiste d'usine sans interruption depuis 1973. Chez nous il y a beaucoup d'usines d'ouvriers français, les ouvriers immigrés sont très dispersés dans de très petites boîtes du bâtiment.

Notre premier groupe ouvrier : «la base ouvrière» constitué dans une usine en 1973, après avoir fait débrayer toute l'usine est laminé en 1974 par les sociaux-fascistes en collusion avec la direction.

Après nous cherchons ici et là, nous allons dans les usines dès qu'il y a quelque chose pour créer un Noyau, dont la ligne est fixée en 1974, nous cherchons à l'appliquer par propagande et enquête au portes d'usines.

1ère règle : Pour faire un Noyau, il faut un travail communiste d'usine régulier, il faut tenir le terrain, aller voir partout ce qui se passe.

En 1976, nous unifions des camarades établis de longue date. Ils mènent une grève dans une usine d'OS femmes. En même temps, nous sommes en discussion avec un ancien sympathisant qui fait le bilan de son expérience et qui mène des débats et de petits combats dans son atelier. De la réunion de ces camarades va sortir le Noyau. Pendant un an, le travail principal sera l'unification et aussi l'ancrage dans des combats d'usine localisés : les usines où sont les camarades.

2ème règle : Il y a un Noyau lorsqu'on est capable d'avancer de façon interne dans les combats de classe.

3ème règle : Les seules unifications solides au Noyau ont pour base la Philosophie, le matérialisme dialectique, la question d'avoir raison qui, seule, donne la force dans les situations d'usine extrêmement difficiles où on prend coup sur coup des patrons et du PCF. Tous ceux qui ont été unifiés au Noyau sur la base d'autre chose n'ont pas tenu.

4ème règle : L'unification doit être totale sur la CFDT sinon l'idéalisme ressort sur le thème : «on ne peut rien faire, on ne peut

rien tirer des ouvriers».

En 1977, nous publions notre «1er appel aux ouvriers et employés de Chalon» Pendant cette période, nous menons des batailles dans ces usines et nous subissons de sérieux coups : exterminés dans une usine et très affaiblis dans une autre. A cette époque, nous avons reporté l'essentiel de notre travail sur une grosse usine et nous sommes aussi intervenus dans un foyer d'immigrés où l'UCF intervient depuis toujours.

5ème règle : Un Noyau doit faire connaître son existence aux masses. On ne peut pas renvoyer les ouvriers à des organisations imaginaires.

6ème règle : Un ouvrier du Noyau doit montrer l'exemple de la résistance, de la dignité ouvrière. C'est un combattant de classe et pas simplement un idéologue.

7ème règle : Pour organiser dans l'usine des ouvriers, il faut un Noyau.

8ème règle : Avec les ouvriers immigrés, il faut faire du travail sur la question de leur pays, sinon l'unification n'est pas solide.

1978-1980 : La situation évolue dans les usines après l'échec de l'union de la gauche. Nous sommes dans plusieurs mouvements de grève à l'intérieur et à l'extérieur.

Nous décidons de faire la charte. Nous avons expliqué dans le ML ce long processus de bilan et d'enquête. Cette charte, c'est la politique de parti dans la classe et non pas le programme de l'UCF pour les ouvriers, ni des recettes d'agitation. C'est ce qui systématise notre travail de plusieurs années. C'est aussi la période où nous engageons la bataille contre les licenciements à Creusot-Loire.

9ème règle : Il faut tenir le terrain des situations concrètes auxquelles sont confrontées les masses. Sinon de quoi on parle ? De quel parti on serait ?

10ème règle : Le Noyau doit affirmer son identité dans les combats ouvriers. Il faut essayer, sur la base de l'enquête, de formuler des propositions du moment et surtout se donner les moyens de faire prendre position aux gens dessus (prises de paroles, AG, vote etc...). Important pour le bilan d'une grève.

11ème règle : Le Noyau doit faire preuve dans son travail politique d'une grande clairvoyance : d'où l'importance de l'analyse marxiste. Il faut expliquer clairement ce qui va se passer avec des objectifs politiques à long terme : «Déjouer les manoeuvres patronales» «le processus de restructuration etc...»

Maintenant, après notre engagement contre les licenciements, avec nos interventions sur plusieurs usines nous ajoutons trois autres points.

12ème règle : Le Noyau doit lancer des directives concrètes au bon moment. Même si on est ultra-minoritaire, il faut oser. C'est très important pour la suite des opérations.

13ème règle : Il faut engager un vaste tra-

vail d'éducation marxiste de masse. Les ouvriers ont la plupart du temps un système de références totalement impérialiste. Les questions les plus urgentes semblent être : le communisme? La révolution? Le changement de notre signature de Noyau ouvrier Maoïste en Noyau ouvrier Communiste a été perçue comme un changement de ligne politique, ce qui montre l'urgence de faire avancer le débat sur ces points.

14ème règle : Le Noyau ne peut exister sans un courant de masse autour : de gens qui discutent ou qui viennent voir le Noyau pour telle ou telle raison. Il faut établir un système de relation avec eux, à commencer par un dialogue.

16 POINTS DE RESISTANCE OUVRIERE

— POUR L'UNITE DE CLASSE

— POUR LA RESISTANCE QUOTIDIENNE
CONTRE L'USINE IMPERIALISTE

— POUR UNE CLASSE OUVRIERE
REVOLUTIONNAIRE

A l'initiative du Noyau ouvrier maoïste de l'UCFML
et d'ouvriers révolutionnaires de Chalon-sur-Saône

A tous ceux qui veulent résister aux mesures anti-ouvrières, à tous ceux qui cherchent la voie d'une unité ouvrière solide contre la corruption, l'individualisme, le défaitisme, nous proposons cette charte de résistance ouvrière en 16 points. C'est le premier résultat d'un long travail d'enquêtes et de discussion du Noyau Ouvrier Maoïste avec des ouvriers de différentes usines et chantiers de la région, ainsi que des chômeurs.

QUELQUES POINTS DE REPERE. QUI SOMMES NOUS ?

Pas des pro-chinois : ce qui se passe actuellement en Chine est anti-maoïste.

Les origines de l'UCFML : organisation nationale créée en 1970.

Mai 68 : cette grande révolte populaire montre la possibilité de la révolution en France et met à nu le caractère contre-révolutionnaire des syndicats et du PCF.

La GRCP (grande révolution culturelle prolétarienne) en Chine de 66 à 69 :

première révolution dans le socialisme contre les bourgeois bureaucrates du parti et de l'État. Le maoïsme en est issu.

De cela vient l'UCFML, organisation maoïste, c'est à dire communiste d'aujourd'hui qui a pour projet la destruction de l'impérialisme pour aller au communisme et qui rompt radicalement avec les 2 piliers de la société : le syndicalisme et l'électoratisme servant à enfermer la classe ouvrière et le peuple.

L'étape actuelle étant de construire un PC de type nouveau dans les luttes de classe. Les Noyaux Ouvriers Maoïstes regroupent les premiers ouvriers qui ont répondu à l'appel de l'UCFML pour que la classe ouvrière fasse son nouveau parti.

A Chalon sur Saône : nous existons depuis 1977, nous l'avons manifesté par un « Appel aux ouvriers et employés ». Depuis, nous avons participé à de nombreuses batailles ouvrières : dans les usines, les foyers d'immigrés et aussi à des batailles populaires parce que pour nous, les ouvriers ne doivent pas restés enfermés dans les usines.

Aujourd'hui, avec des ouvriers révolutionnaires, sur la base d'une expérience accumulée, nous proposons cette charte. Dans les usines, il faut repartir sur des bases nouvelles : c'est-à-dire : des pratiques nouvelles, des gens nouveaux, des organisations nouvelles.

« Nous n'avons pas seulement à bâtir imaginant du neuf,

Nous devons aussi dynamiter ce qui est vieux
MAIAKOVSKI

(Poète révolutionnaire russe 1920)

Vieux le syndicalisme, vieux le racisme, vieux le sexisme, vieux la course individuelle aux miettes et à la hiérarchie. La réalité quotidienne, la volonté de révolution exigent que nous détruisions tout cela et tout de suite et que s'organise à un niveau de masse une autre politique dans la classe ouvrière.

IMP. SPEC. Supplément au M.L. numéro 40
ISBN : 2-90222125-8

POURQUOI N'Y A-T-IL PAS EU DE BATAILLE CONTRE LES LICENCIEMENTS A CREUSOT-LOIRE ?

Le 5 janvier 81 : une centaine de licenciés et 50 à l'essai par C.L. En deux ans 500 emplois supprimés dans l'usine. Le PCF - CGT dit partout : victoire contre les licenciements à C.L. C'est une tromperie. La vérité est qu'il n'y a pas eu de bataille contre les licenciements et qu'il faut comprendre pourquoi.
150 licenciements à C.L. ce n'est pas un fait divers. Au Noyau Ouvrier Communiste, nous avons été de toute les tentatives ouvrières de résistance à C.L. ; un de nos camarades a été licencié. Voici les leçons que nous tirons et que nous distribuerons dans toutes les usines.

A.C.L. ON POUVAIT RESISTER, ON POUVAIT DEVELOPPER UNE POLITIQUE DE CLASSE.

1) C.L. n'est pas n'importe quelle usine.
- Les ouvriers ont sous la main le nucléaire, Super-Phénix si cher à l'état, à Giscard (et au P.C.F.), ce fameux nucléaire créateur d'emplois.
- Une occupation de l'usine contre les licenciements aurait donné une position de force aux ouvriers et employés.
2) Il y a eu une résistance dispersée de septembre 79 à juin 80.
Face aux sanctions (à la mécanique, en moyenne - chaudronnerie), face aux mutations (au super - lourd), face aux réductions d'horaires (à l'entretien), face au travail dangereux (à l'équipe spéciale), face aux différences d'augmentations de salaires (au contrôle) et le travail lent a été pratiqué.
Les ouvriers et employés ont montré que sur des points précis, ils ne voulaient pas se laisser écraser par le patron, ni se faire manipuler par les syndicats. Ces résistances dispersées, ce début d'autonomie ouvrière sont les points positifs. Le point négatif est que ça ne s'est pas transformé en une riposte d'ensemble face aux licenciements.

POURQUOI N'Y A-T-IL PAS EU DE RIPOSTE AU NIVEAU DE TOUTE L'USINE ?

Devant cette situation, la direction de C.L. a organisé un véritable coup de force : refus de l'augmentation générale à 14 personnes puis mise à pied de 3 jours pour 18 personnes après une brève séquestration du directeur en juin 80. En montant les échelles, la direction avait deux buts : provoquer l'affrontement décisif avant que les ouvriers aient constitué leur force dans toute l'usine, et remettre en selle les syndicats pour négocier sur le refus d'augmentation, alors qu'ils étaient de plus en plus rejetés par les ouvriers. Les ouvriers et employés de C.L. n'ont pas relevé le défi, se limitant à 3 jours de grève en juin 80.

Cette attitude pose à notre avis 3 questions importantes.

1) **Quel est l'enjeu de se battre contre les licenciements aujourd'hui ?**
- A C.L., face aux licenciements, l'idée générale était : « On ne peut rien faire ». En fait, ça veut dire deux choses différentes et opposées :
- « On ne peut rien faire » : les licenciements sont un mauvais moment à passer. Faut pas bouger des fesses, ça ferait évoluer les choses. On aspire qu'après, ça reviendra comme avant : grappiller quelques avantages, des % de rallonge avec le syndicat.
- Ceux là ne croyaient pas aux licenciements en 78 ; après ils ont gueulé plus fort que tous ; enfin quand ils ont vu qu'ils n'étaient pas sur la liste ils sont retournés à leur poste sagement.
- « On voudrait bien résister » mais on ne sait pas comment faire. On ne sait pas sur quoi s'appuyer pour faire l'unité dans l'usine. On risque de se battre pour rien comme à Longwy.
Faut-il se battre contre les licenciements même si l'on pense que l'on ne gagnera pas ? Pour répondre il faut bien comprendre ce qu'est une restructuration.
- Une restructuration économique : C.L. produire du nucléaire ; être moins nombreux pour faire plus, plus vite et mieux dit la direction. Après les licenciements, s'il y a beaucoup de travail la direction prendra des intérimaires !
- A cette occasion la bourgeoisie cherche à écraser les ouvriers, à accroître les divisions, à répandre le chacun pour soi, le sève qui peut général. Et la direction de C.L. a mis le paquet : brimades, sanctions, mutations arbitraires, allant jusqu'à demander une lettre de démission aux licenciés.
- La bataille contre les licenciements c'est donc avant tout une bataille pour la dignité ouvrière, contre l'écrasement. Dire qu'on ne peut pas gagner est un alibi pour ne rien faire du tout, pour laisser son voisin d'atelier ou de bureau se faire vider sans lever le petit doigt.
- Les licenciements, ça marche avec une société telle qu'elle est, c'est à dire une société en crise. Il n'y a que la révolution des ouvriers et du peuple pour changer radicalement la société, c'est à dire pour produire au service du peuple et non pour le profit. Ça ne se fait pas du jour au lendemain, mais ça suppose qu'existe en France une classe ouvrière qui soit debout. C'est bien la question soulevée par les licenciements, est-ce qu'on a une classe ouvrière qui est debout, qui résiste, qui pratique la solidarité de classe ou bien est-ce que l'on a un conglomérat d'ouvriers mendicants et individualistes ?

2) **Est-ce qu'on rompt définitivement avec les organisateurs de l'impuissance que sont les syndicats et le P.C.F. ou bien attendons-nous encore quelques choses d'eux ?**
- Le P.C.F.-CGT : mensonges, falsifications, manœuvres anti-ouvrières.
- Mensonges quand il parle de victoire alors que 150 personnes sont jetées à la rue.
- Falsifications quand le P.C.F.-CGT dit qu'il n'y a pas de crise, que pour empêcher les licenciements, il suffirait de prendre des commandes que ses méchants patrons refusent. La direction a pris les commandes... et il y a eu 150 licenciements !
- Manœuvres anti-ouvrières : à C.L., le P.C.F.-CGT a tout fait pour saboter la lutte contre les licenciements, pour qu'il n'y ait pas d'occupation. Et pour cause ! Comment pourrait-ils s'opposer à la direction de C.L. alors qu'ils sont d'accords sur le prin-

cipal : sortir le nucléaire créateur d'emplois ne plus en plus vite ! Eux, ce qui les intéresse dans un licenciement, c'est de se servir des ouvriers pour se faire mousser, se donner des airs de lutteurs pour gagner des voix et promener les gens comme figurants pour la campagne à Merchais. Regardez à Manufrance, où c'est fini depuis longtemps, le P.C.F. fait du tapage ; et à C.L. où il y avait des atouts importants pour gagner, il a tout fait pour casser la résistance ouvrière.

- La CFDT, organisation de l'impuissance et de la capitulation.
Face à la bourgeoisie, la CFDT n'a pas de politique. Elle appelle les ouvriers à la lutte. Mais à quelle lutte ? Pour détruire l'impérialisme ou pour en grappiller éternellement des miettes... ou encore pour signer avec des accords comme le sinistre éplan Davignon de liquidation des sidérurgistes ?
Face au P.C.F.-CGT, la CFDT ne fait pas le poids : elle a peur de lui, à C.L., la CFDT n'a jamais combattu les manœuvres du P.C.F. car elle cherche toujours à l'amadouer. Par exemple, quand le P.C.F. a menacé de rompre l'unité syndicale si la CFDT votait l'occupation de l'usine, elle s'est écriée !
En fait, en se disant indépendante des partis politiques, la CFDT montre au contraire qu'elle est dépendante de tous les partis, qu'elle cautionne n'importe quelle mise en scène, qu'elle sacrifie toujours l'autonomie politique des ouvriers au nom de « l'unité syndicale ».

A C.L. les ouvriers n'ont pas voulu faire de la figuration et ont boycotté les propositions syndicales : délégation à Macon, à Autun, blocage du pont Jean Richard. Sur ce point, ils ont tiré les leçons des 17 jours de grève à Delle en octobre 79 où les ouvriers ont battu la semelle devant la porte sous la direction du P.C.F.-CGT pour rien du tout. A C.L. le P.C.F. voulait même que les ouvriers viennent travailler gratis pendant les deux mois de préavis (novembre-décembre)!!! Alors que plus personne parmi les licenciés ne croyait à une résistance possible contre les licenciements, et celle n'était pas étranger au sabotage systématique du P.C.F.-CGT. D'ailleurs après avoir mené une action pour le paiement intégral des salaires, des primes et des congés et pour ne pas avoir à signer une lettre de démission demandée par la direction, ils ont quitté l'usine le 6 Novembre.
Mais ça ne suffit pas. Pour passer à une résistance d'ensemble, cela exige plus que la résistance dispersée et le boycottage des syndicats. Cela exige une politique de classe dans toute l'usine pour avoir une vision d'ensemble des problèmes. Cela exige une organisation des ouvriers révolutionnaires, de ceux qui veulent relever la tête, pour avoir une autonomie complète par rapport aux forces syndicales et patronales.

3) Cette question, c'est le développement des Noyaux Ouvriers Communistes dans les usines.

- A C.L., nous avons, contre l'avis des syndicats, lancé le mot d'ordre d'occupation de l'usine avec élection d'un comité de grève dès juin 80. C'était une condition pour mener la bataille contre les licenciements. Ça ne s'est pas fait. Les ouvriers et employés de C.L. ont jugé que le Noyau Ouvrier Communiste n'était pas assez fort numériquement pour être le point d'appui d'un combat aussi dur. Pourtant, la majorité dans l'usine était convaincue qu'il fallait occuper. (suite à notre appel à occuper, la direction a fait enlever les portes de l'usine qui pèsent quatre tonnes !!!)
Alors c'est un cercle vicieux : on a raison mais on ne fait rien parce qu'on est pas assez nombreux ! Pour résoudre ce problème, il faut savoir ce qu'on veut aujourd'hui dans les usines : il faut prendre parti.

- Ou'est-ce qu'un ouvrier aujourd'hui ?
Celui ou celle qui est découragé, qui ne veut entendre parler de rien, qui est ultra individualiste, défaitiste, et laisse faire sans bouger les pires saloperies autour de lui parce que ça ne le touche pas ou parce que de toute façon on n'y peut rien. Autant dire inexistant, un pion sur l'échiquier.
Ou bien celui ou celle qui pense qu'il faut se faire respecter dès maintenant, qu'il faut faire face et qui se sent responsable de ce que feront ou ne feront pas les ouvriers. Celui ou celle qui est convaincu que sont attitude entraîne la division ou l'unité, la force ou la faiblesse de tous.
Cette conception c'est la nôtre et nous travaillons à réorganiser la classe ouvrière sur ces bases là.

- Camarades, la situation est mauvaise pour les ouvriers. Il ne faut pas se laisser aller à la rendre plus mauvaise. Il faut prouver que les ouvriers existent, il est temps de s'occuper des vrais ennemis des ouvriers au lieu de gueuler contre le voisin.
Pour cela, il faut développer des pratiques quotidiennes de franchise, d'entente, de solidarité dans les équipes, les ateliers, les bureaux. C'est ce que nous appelons avoir des comportements de classe. Nous les avons définis dans « LA CHARTRE EN 16 POINTS POUR L'UNITE OUVRIERE, POUR LA RESISTANCE OUVRIERE QUOTIDIENNE CONTRE L'USINE IMPERIALISTE » que nous avons rédigés à l'issue d'une longue enquête avec des ouvriers révolutionnaires de plusieurs usines et à partir de notre expérience de la lutte des classes dans les usines.
Ces comportements de classe se pratiquent face aux chefs, aux sanctions, aux mutations, au travail dangereux, aux divisions entre ouvriers etc... Ils se pratiquent sur des points concrets, précis, à petite échelle de la vie de tout les jours dans l'usine.

Voilà ce que nous faisons, ce que nous voulons faire partout et ce que nous vous appelons à faire avec nous.

- Le Noyau ouvrier Communiste, c'est simple : c'est l'organisation de ceux et celles qui veulent prendre en main ces tâches dans les usines. Ceux qui disent : ce'est bien ce que vous dites mais vous n'êtes pas assez nombreux ou encore une conception de la politique influencée par la bourgeoisie : suivre un parti, suivre une politique.
La politique d'unité ouvrière, le parti communiste que nous voulons, ça ne se suit pas : ÇA SE DISCUTE ET ÇA SE FAIT. Plus les Noyaux seront nombreux, plus nous avancerons dans le développement d'une politique de classe conséquente.

NOUS LÂNCONS UN APPEL A TOUS CEUX ET CELLES QUI SONT D'ACCORDS POUR S'ENGAGER, A S'ORGANISER AVEC NOUS, A TROUVER D'AUTRES CAMARADES AUTOUR D'EUX.

Prenez contact avec nous : à la porte de l'usine ou au marché et VINCENOT le dimanche de 10 à 12 H.

Sup. au M.L. 47 imp. spé.

Le Noyau Ouvrier Communiste de L'UCFML

EDITIONS POTEKINE
2 Bis RUE JULES BRETON PARIS 13^{ème}
IMP. SPEC. DÉPOT LÉGAL 2/81
ISBN 2-90 22 21-48-7